

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

FONCIÈRE
ATLAND

Accompagner les entreprises dans leur développement immobilier



FONCIERE ATLAND
Société anonyme
au capital de 25 767 500 €
Siège social : 10 avenue George V - PARIS (8ème)
598 500 775 RCS PARIS

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2012

- 1 ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
- 1 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE
- 1 COMPTES CONSOLIDES ET ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS 2012
- 1 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS

ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Responsable du rapport financier semestriel

Georges ROCCHIETTA, Président Directeur Général
Foncière Atland
10, avenue George V – 75 008 Paris

Attestation

J'atteste qu'à ma connaissance les comptes présentés dans le Rapport Financier Semestriel au 30 juin 2012 sont établis conformément aux normes comptables applicables et qu'ils donnent une image fidèle du patrimoine de la situation financière et du résultat du groupe Foncière Atland, et que le rapport d'activité semestriel présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice et des principales transactions entre parties liées.

Fait à Paris, le 28 août 2012
Le Président Directeur Général,

Georges ROCCHIETTA

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

I. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL	6
1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2012.....	6
2. PATRIMOINE DU GROUPE.....	7
3. CHIFFRES CLES au 30 juin 2012	8
4. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS 2012.....	9
4.1 Synthèse	9
4.2 Organigramme	10
4.3 Comptes consolidés semestriels 2012 et chiffres clés	11
5. ACTIF NET REEVALUE (ANR).....	17
5.1 Expertise du patrimoine locatif et en cours de construction	17
5.2 Calcul de l'ANR de liquidation au 30 juin 2012	17
6. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CAPITAL.....	19
6.1 Répartition de l'actionnariat	19
6.2 Principaux mouvements sur le capital au cours du semestre	20
6.3 Valeurs mobilières donnant accès au capital	20
6.4 Autocontrôle, contrat de liquidité	24
7.1 Exposition aux risques et incertitudes	27
7.1.1 Le risque client et de placement.....	27
7.1.2 Le risque de prix.....	27
7.1.3 Le risque de liquidité	28
7.1.4 Risque sur les entités ad-hoc	28
7.1.5 Le risque de taux d'intérêt.....	28
7.1.6 Le risque de change	28
7.1.7 Le risque lié à l'évolution du cours des actions	29
7.1.8 Le risque lié au niveau d'endettement du Groupe.....	29
7.1.9 Le risque lié au service bancaire	29
7.2 Gestion des risques	29
7.2.1 Assurances souscrites par la société et son groupe	30
7.2.2 Procédures internes mises en œuvre pour l'identification et le contrôle des engagements hors-bilan.....	31
8. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIEES	32
9. EVENEMENTS POST-CLOTURE.....	32
10. PERSPECTIVES ET MARCHE	33
10.1 Point marché.....	33
10.2 Perspectives	34
II. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS.....	36
COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	36
ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE	36
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	37
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	38
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	39
NOTE I – PRESENTATION GENERALE	40
NOTE II - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	42
2.1. DECLARATION DE CONFORMITE	42

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

2.2. UTILISATION D'ESTIMATION.....	42
2.3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION	42
NOTE III – PERIMETRE DE CONSOLIDATION	43
NOTE IV – COMPARABILITE DES COMPTES	43
4.1. VARIATION DE PERIMETRE	43
4.2. CHANGEMENTS COMPTABLES	43
NOTE V – INFORMATIONS SECTORIELLES ET DONNEES CHIFFREES.....	44
NOTE VI – PRECISIONS SUR CERTAINS POSTES DU BILAN CONSOLIDE	49
6.1. IMMEUBLES DE PLACEMENT	49
6.2. ACTIFS FINANCIERS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	50
6.3. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	50
6.4. IMPOTS DIFFERES	50
6.5. STOCKS ET EN-COURS.....	51
6.6. CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	52
6.7. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE	52
6.8. CAPITAUX PROPRES	52
6.9. PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS	54
6.10. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES	55
6.11. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT.....	55
NOTE VII – INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT.....	56
7.1. CHIFFRE D'AFFAIRES	56
7.2. RESULTAT FINANCIER.....	56
7.3. RESULTAT DE CESSION NET D'ACTIFS NON COURANTS	56
7.4. IMPOTS SUR LES BENEFICES.....	56
VIII – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES.....	58
8.1. ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	58
8.1.1. Engagements auprès des organismes prêteurs	58
8.1.2. Description générale des principales dispositions des contrats de locations.....	58
8.1.3. Etat des engagements d'acquisition ou cession signés	58
8.1.4. Engagements de détention	59
8.1.5. Engagements donnés	59
8.1.6. Engagements obtenus	59
8.2. PASSIFS EVENTUELS	59
8.3. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2012.....	60
8.4 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES	60
III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	61
1. Conclusion sur les comptes.....	61
2. Vérification spécifique	61

I. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Le Conseil d'Administration de la Société a arrêté les comptes au 30 juin 2012 lors de sa réunion en date du 28 août 2012.

1. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2012

- **Activité construction : contribution des opérations de construction situées à Cormeilles-en-Parisis (95)**

Pour mémoire, au cours de l'exercice 2011, Foncière Atland s'était principalement concentrée sur le montage de nouvelles opérations de construction qui lui ont permis d'appréhender des revenus au cours de ce premier semestre 2012 :

- Construction d'un bâtiment à usage mixte de 7 000 m² pour le compte du Groupe Italien Came Group (leader international des automatismes du contrôle d'accès) dans le cadre d'une Vente en Etat de Futur Achèvement signée le 18 juin 2012 pour une livraison prévue au cours du premier semestre 2013 à son utilisateur ;
- Dans le parc d'activité Urban Valley qui compte déjà 3 bâtiments livrés et loués en 2010, construction d'un quatrième bâtiment de 2 344 m² pour la société Bâtimantes (acteur majeur dans le domaine du négoce sanitaire, chauffage, carrelage sous l'enseigne Aubade) dans le cadre d'un bail de 6 ans fermes et une livraison en décembre 2012.

- **Investissement et asset management : un semestre actif**

- **Poursuite de la sécurisation des baux**

Foncière Atland a également sécurisé un programme de travaux d'extension et de rénovation sur 4 sites existants déjà loués à Keolis pour un montant hors taxes de 0,650 M€ permettant une actualisation des loyers et une prorogation des baux de 9 ans fermes.

- **Nouveaux arbitrages**

Dans le cadre de sa stratégie d'arbitrage, Foncière Atland a cédé le 27 juin 2012 un immeuble de 2 528 m² à usage de bureaux et d'activités situé rue Max Planck à Labège, en périphérie de Toulouse, au profit d'une Foncière privée un prix de 1,9 M€ net vendeur (à la valeur d'expertise hors droits du 31 décembre 2011).

Elle a également poursuivi la vente par lots de son immeuble de bureaux de Villejuif (Val-de-Marne) avec la cession d'une surface de 445 m² à un utilisateur pour un prix net vendeur de 0,9 M€ (à la valeur d'expertise hors droits du 31 décembre 2011).

- **Portefeuille sous gestion**

A la fin du premier semestre 2012, Foncière Atland gère un patrimoine locatif de 281,4 M€ hors droits, à comparer à 278,5 M€ à fin 2011 (hors actifs, en cours de construction). Son taux d'occupation est stable à 96,4 % (97,8 % pour l'ensemble du patrimoine géré), contre 96,5 % à fin 2011. A périmètre constant, sa valeur d'expertise progresse de 0,5 % sur 6 mois (1,4% sur l'ensemble du patrimoine géré).

2. PATRIMOINE DU GROUPE

Au 30 juin 2012, la localisation du patrimoine sous gestion du Groupe est la suivante (hors sites MAAF Assurances) :



FONCIERE ATLAND

EXTERNALISATIONS

- KEOLIS (24 sites)
- VEOLIA TRANSPORT (7 sites)

BUREAUX

- Villejuif
- Toulouse (Eca)
- Labège (Découverte)

COMMERCES

- Bellerive
- Cébazat
- Mérignac

ENTREPOTS

- Amiens

ACTIVITES

- Balma (2 sites)
- Labège (2 sites)

DEVELOPPEMENT

- Cormeilles-en-Parisis
- Saint-André de Cubzac

CLUB DEALS

5 sites en Ile-de-France

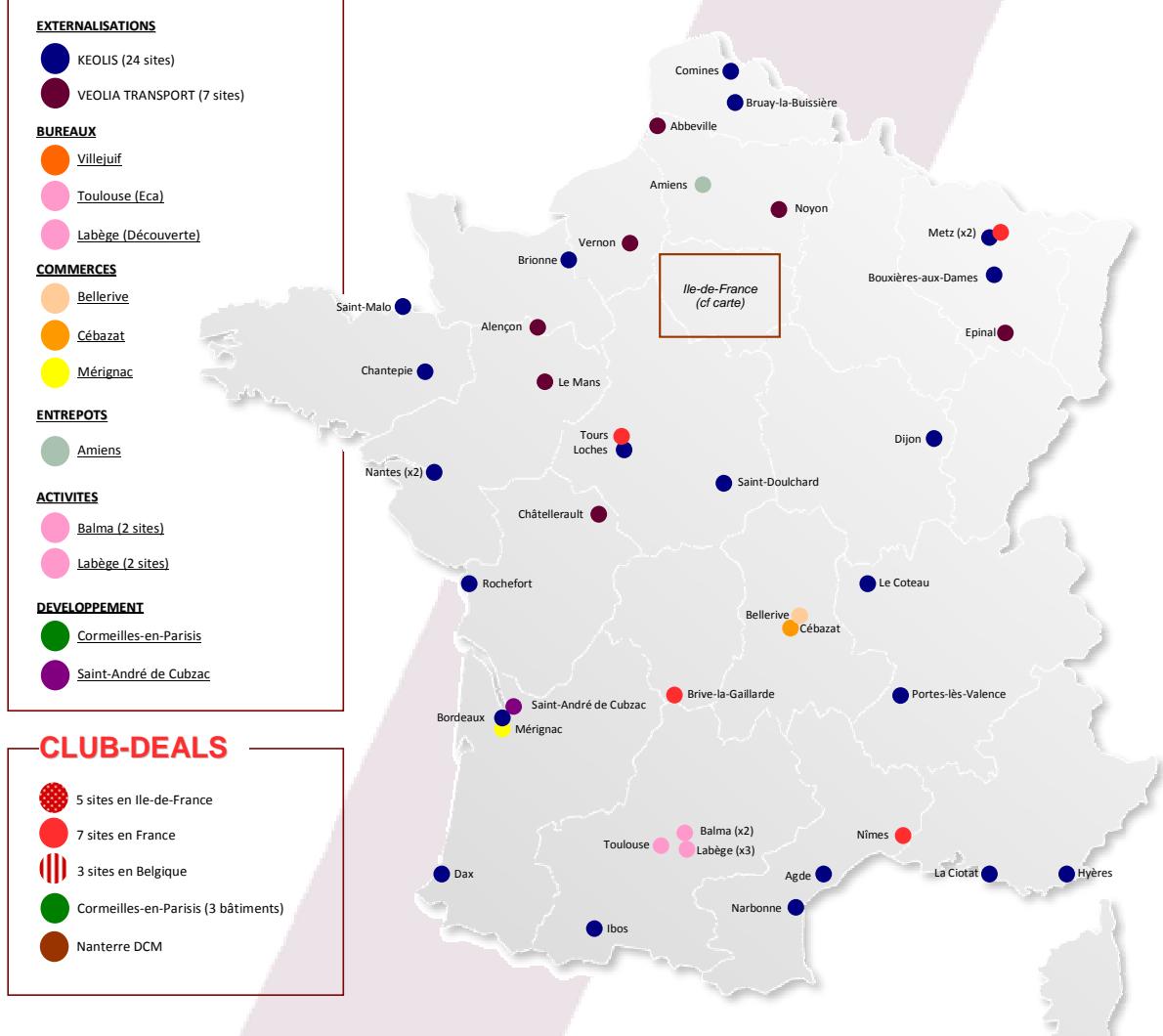
7 sites en France

3 sites en Belgique

Cormeilles-en-Parisis (3 bâtiments)

Nanterre DCM

FRANCE



3. CHIFFRES CLES au 30 juin 2012

Les chiffres clés du patrimoine gérés sont les suivants :

Patrimoine Locatif – Foncière Atland (30/06/2012)

Surface de terrain totale	532 282 m ²
Surface bâtie	88 519 m ²
Loyer Annualisé (hors taxes et hors charges)	8 284 K€
Loyer Annualisé (potentiel)	8 729 K€
Valeur du patrimoine HD (1)	101,8 M€
Taux d'occupation	96,4%
Taux de rendement net (2)	8,01%
Taux de rendement brut (3)	8,51%
Durée résiduelle ferme des baux	4,3 ans

Un patrimoine qui représente :

- 44 sites
- 48 locataires

Patrimoine Locatif en co-investissement (30/06/2012)

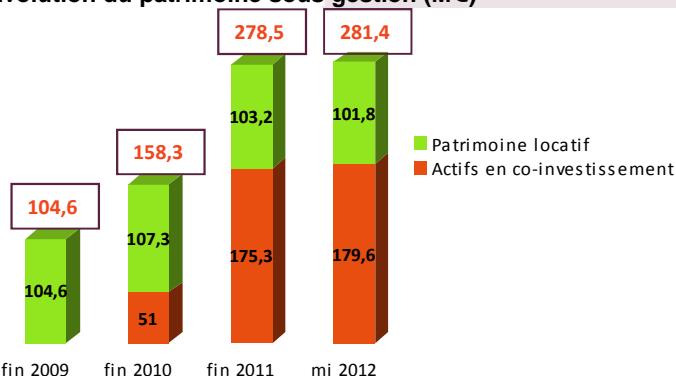
Surface de terrain totale	293 137 m ²
Surface bâtie	123 491 m ²
Loyer Annualisé (hors taxes et hors charges)	13 626 K€
Loyer Annualisé (potentiel)	13 817 K€
Taux d'occupation	98,8 %
Valeur du patrimoine HD (1)	179,6 M€
Taux de rendement net (2)	8,00%
Taux de rendement brut (3)	8,54%
Durée résiduelle ferme des baux	9,6 ans

Un patrimoine qui représente :

- 302 sites
- 297 locataires

L'ensemble des baux gérés par Foncière Atland REIM est sécurisé sur une durée supérieure à sept années.

Evolution du patrimoine sous gestion (M€)



(1) Hors actifs en cours de construction

(2) Loyer net / Coût d'acquisition droits inclus

(3) Loyer net / valeur d'expertise hors droits

4. PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS 2012

4.1 Synthèse

La Société présente des comptes consolidés intermédiaires résumés au 30 juin 2012 avec en comparatif le 30 juin 2011 (sur une durée d'activité similaire de 6 mois), dernier arrêté semestriel de la société. Les comptes consolidés sont établis conformément aux normes IFRS et à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Les méthodes comptables appliquées par le groupe sont identiques à celles utilisées lors de l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2011.

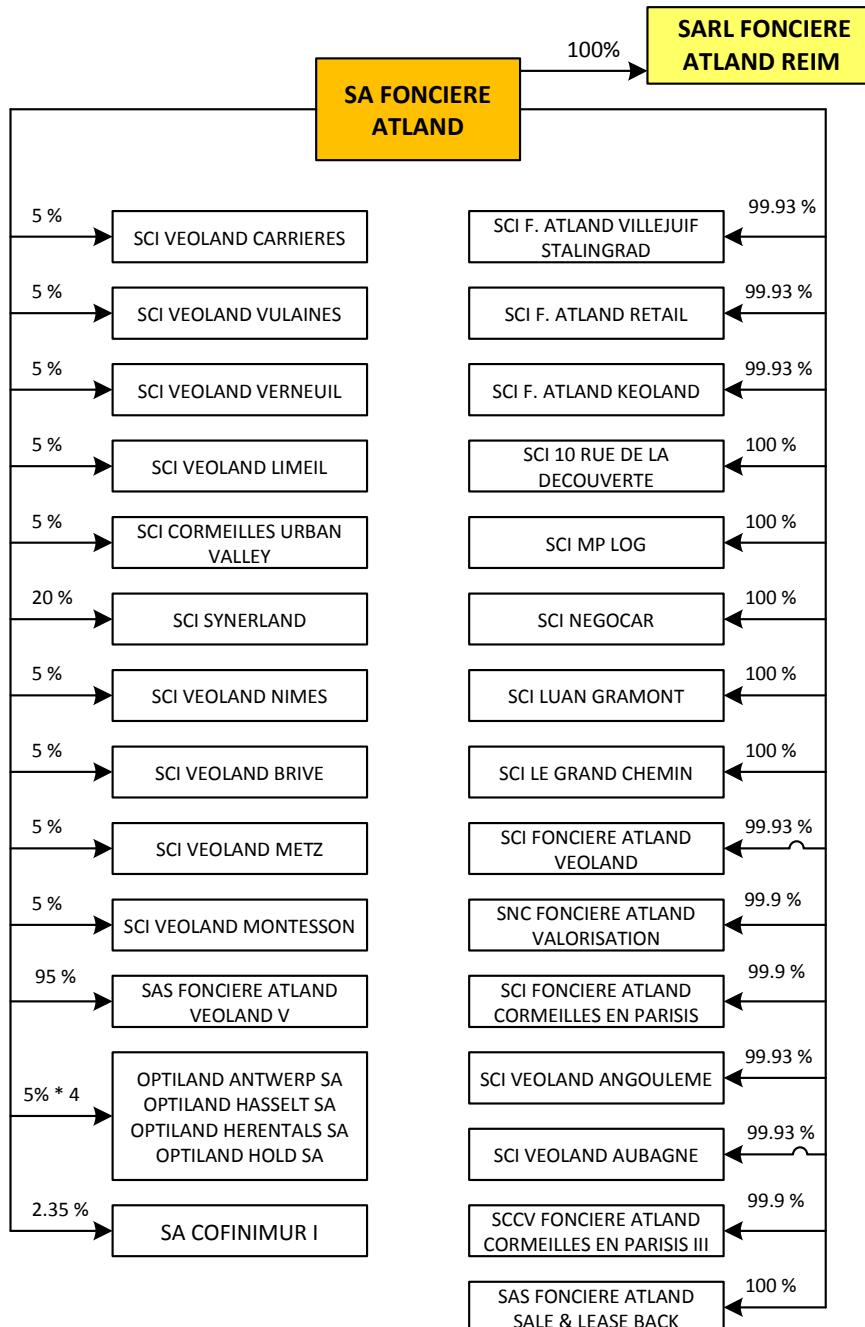
Le chiffre d'affaires consolidé semestriel du Groupe ressort à 8,2 M€ dégageant un résultat opérationnel récurrent (ou EBITDA récurrent) positif de 4,2 M€, contre respectivement 4,6 M€ et 3,4 M€ au 30 juin 2011.

Le résultat net récurrent est un bénéfice consolidé après impôt de 0,798 M€ pour le semestre clos au 30 juin 2012 contre une perte de 0,019 M€ au 30 juin 2011.

Le résultat net consolidé affiche un bénéfice de 0,182 M€ sur les 6 premier mois de l'année 2012 contre 0,333 M€ sur la même période de 2011 après notamment une perte de valeur sur les couvertures de taux de 0,457 M€.

4.2 Organigramme

L'organigramme du groupe au 30 juin 2012 est le suivant, sans changements par rapport au 31 décembre 2011 :



Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

4.3 Comptes consolidés semestriels 2012 et chiffres clés

Les états financiers intermédiaires résumés sont les suivants :

- Compte de résultat :**

En Keuros	juin-12	juin-11	Var 2012/2011	%
Chiffre d'affaires	8 226	4 640	3 586	77,3%
Charges de structure et prix de revient du stock	-4 029	-1 196	-91	7,6%
EBITDA (*)	4 197	3 444	753	21,9%
Charges financières (hors instruments de couverture)	-2 107	-2 357	250	-10,6%
Résultat des cessions d'actif	116	126	-10	-7,9%
Résultat des sociétés non consolidées	67	-7	74	-1057,1%
Charges ou produits d'impôt	-195	110	-305	-277,3%
Résultat net récurrent avant amortissement (**)	2 078	1 316	762	57,9%
<i>Résultat net récurrent avant amortissement des actifs par action en € (***)</i>	<i>4,47 €</i>	<i>2,84 €</i>		
Amortissement des actifs	-1 280	-1 335	55	-4,1%
Résultat net récurrent (****)	798	-19	817	N/A
<i>Résultat net récurrent par action en €</i>	<i>1,72 €</i>	<i>-0,04 €</i>		
Provisions pour dépréciation des actifs et des immeubles	0	161	-161	N/A
Autres éléments non récurrents	-616	191	-807	N/A
Résultat net consolidé	182	333	-151	-45,3%

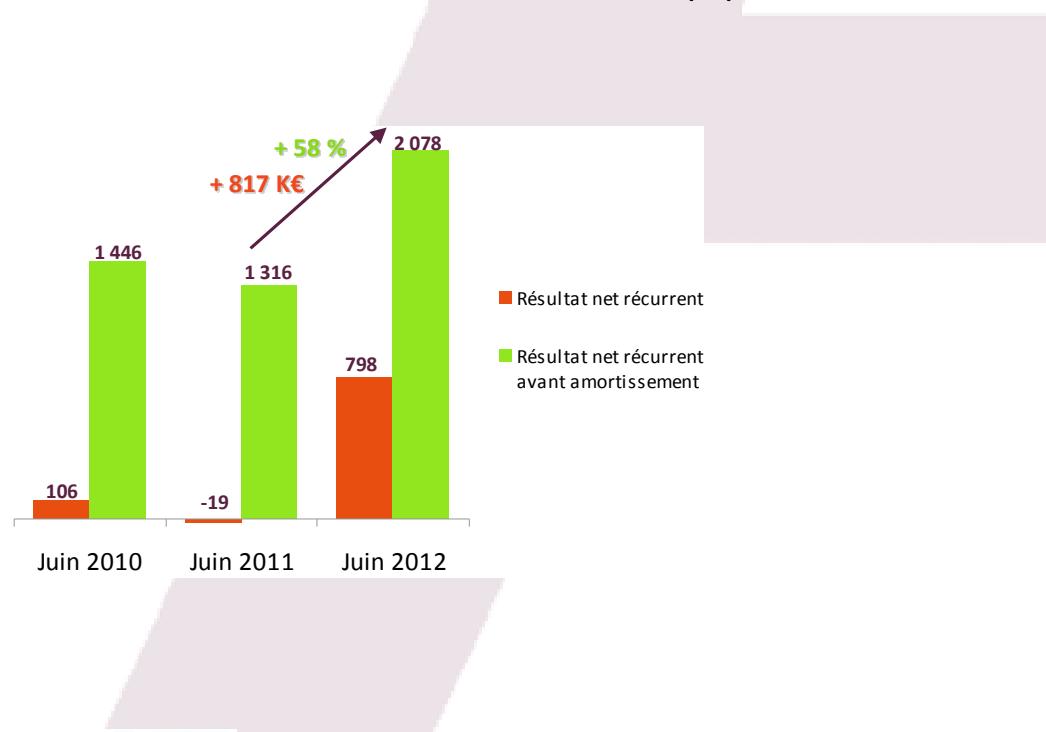
(*) : Résultat opérationnel avant résultat des cessions et avant éléments dont le caractère est exceptionnel dans leur survenance ou leur montant

(**) : Résultat net avant amortissement des immeubles de placement, avant variation de valeur des instruments de couverture et avant éléments dont le caractère est exceptionnel dans leur survenance ou leur montant

(***) : Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation

(****) : Résultat net avant variation de valeur des instruments de couverture et avant éléments dont le caractère est exceptionnel dans leur survenance ou leur montant

Evolution du résultat semestriel récurrent sur 3 années (K€) :



Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Le chiffre d'affaires se répartit de la façon suivante (K€) :

Revenus (IFRS) En k€	1 ^{er} semestre 2012	1 ^{er} semestre 2011	Vari
Investissement (loyers)	4 153	4 380	- 5,2 %
Construction (clé-en-main)	3 534	-	-
Asset management	539	260	+ 107,3%
Total	8 226	4 640	+ 77,3%

Sur le semestre, le chiffre d'affaires consolidé de la foncière s'établit à 8,2 M€, contre 4,6 M€ au premier semestre 2011. Cette forte progression s'explique par la contribution :

- des revenus liés à l'activité de construction de bâtiments clés en main sur deux opérations en cours à Cormeilles-en-Parisis (Val-d'Oise) ;
- ainsi que des honoraires d'asset et de property management issus du patrimoine locatif sous gestion.

Foncière Atland confirme ainsi le potentiel et la pertinence de sa stratégie de diversification de ses sources de revenus initiée dès 2009.

Le repli des revenus locatifs (Investissement) est lié principalement à l'arbitrage d'un actif non stratégique en juin 2011 à Toulouse. A périmètre équivalent (retraité des cessions et acquisitions), les revenus locatifs progressent légèrement (+1,7%) sous l'effet de l'indexation.

Evolution du chiffre d'affaires semestriel sur 4 ans (K€) :



Les éléments non récurrents relatifs à l'année 2012 sont majoritairement liés à aux pertes de valeur des couvertures de taux. En 2011, le montant positif s'expliquait par 161 K€ de reprise de provision sur les immeubles de placement et de 191 K€ de gain de valeur des couvertures de taux du groupe.

• Bilan :

Actif (Keuros)	juin-12	déc-11	Passif (Keuros)	juin-12	déc-11
Immeubles de placement	91 578	95 438	Capitaux propres	20 868	20 397
Autres immobilisations	3 197	3 000	Dettes financières long terme	74 695	78 951
Créances et stock	13 552	10 064	Dettes financières court terme	4 612	3 946
Trésorerie disponible	2 065	2 561	Autres dettes	10 216	7 769
TOTAL	110 393	111 063	TOTAL	110 393	111 063

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Le total bilan se monte à 110 393 K€ en légère baisse par rapport au 31 décembre 2011 en raison des arbitrages et de l'amortissement comptable du semestre.

• Evolution du cash-flow d'exploitation

La trésorerie disponible (net des découvertes) au 30 juin 2012 s'établit à 2 061 K€ contre 1 998 K€ au 30 juin 2011, en hausse de 3,2%.

Le cash-flow d'activité est en progression de 28% sur la même période 2011 à la suite des prises de marges sur les opérations de construction.

(En Keuros)	juin-12	juin-11	%
RESULTAT	182	333	
Dotations aux amortissements et dépréciations	1 277	1 144	
Plus ou moins-values de cessions	-116	-126	
Effet impôt	195	-110	
Autres retraitements (dont éléments non cash)	-95	-116	
Cash-flow d'activité	1 443	1 125	28%
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-847	-611	
Flux net de trésorerie généré par l'activité	596	514	
Dont flux net de trésorerie généré par l'activité de foncière et d'asset	864	2 048	
Dont flux net de trésorerie généré par l'activité de construction	-268	-1 534	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	2 725	7 823	
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-3 815	-9 418	
VARIATION DE TRESORERIE	-494	-1 081	
TRESORERIE A L'OUVERTURE	2 555	3 079	
TRESORERIE A LA CLOTURE	2 061	1 998	3%

Cash-Flow d'activité



Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement :

Il est impacté par les encaissements des différentes cessions du premier semestre 2012 pour 2,7 M€ : 441 m² dans l'immeuble de bureaux à Villejuif (94) et l'immeuble situé à Labège (31) et vendu par la SCI MP LOG.

Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement :

Il est impacté par le remboursement des prêts liés aux cessions d'actifs décrites ci-dessus pour 2,4 M€ et l'amortissement de la dette semestrielle pour 1,4 M€.

• **Situation financière consolidée et endettement net**

L'endettement net correspond aux passifs financiers ajustés (ou non) de la juste valeur active des swaps moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie :

En Keuros	30/06/2012	31/12/2011
Total des passifs financiers courants et non courants	79 307	82 897
Juste valeur des Instruments dérivés à l'actif	0	0
Trésorerie disponible	-2 065	-2 561
Comptes à terme et trésorerie bloquée	0	0
Endettement net	77 242	80 336
Juste valeur nette des instruments de couverture	-3 351	-3 117
Endettement net hors juste valeur des couvertures	73 891	77 219

L'endettement net (y compris la juste valeur des instruments de couverture) a baissé de 3,9% et de 4,2% hors juste valeur des instruments de couverture.

• **Loan To Value (rapport entre la juste valeur des actifs hors droits et la dette)**

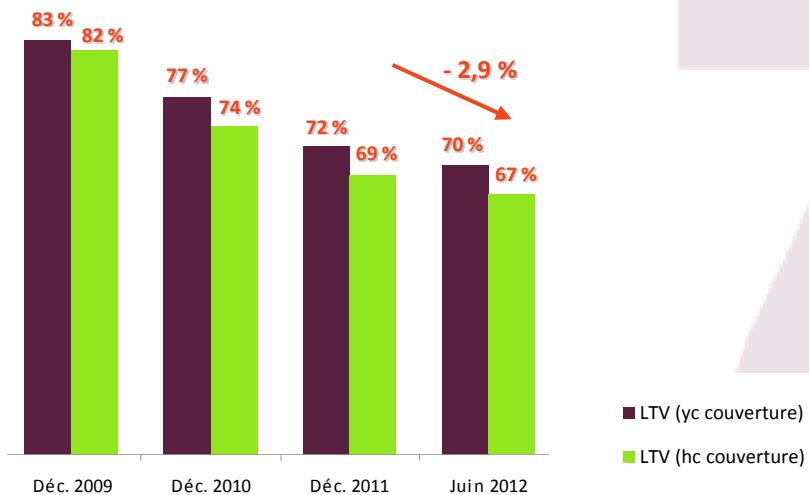
Au 30 juin 2012, le groupe dispose d'une structure financière qu'il considère adaptée à ses objectifs. Le niveau d'endettement net correspond à 70,1 % de la valeur de marché des immeubles de placement, des actifs en cours de construction à leur valeur de marché et de la juste valeur des titres non consolidés ou mis en équivalence contre un peu moins de 72% à fin 2011 (67,1% hors impact de la couverture de taux contre 69,1% à fin 2011) :

En Keuros	30/06/2012	31/12/2011
Juste valeur des immeubles	101 783	103 214
Juste valeur des actifs en cours de construction	5 190	5 425
Juste valeur des titres de participation	3 165	3 066
TOTAL juste valeur des actifs	110 138	111 705
Endettement net avec juste valeur des couvertures de taux	77 242	80 336
% Part de l'endettement (yc couverture) sur les actifs	70,1%	71,9%
Endettement net hors juste valeur des couvertures de taux	73 891	77 219
% Part de l'endettement (hors couverture) sur les actifs	67,1%	69,1%

Cette amélioration est liée aux éléments suivants :

- l'amélioration sensible des valeurs d'expertises des immeubles : celles-ci ont progressé de 0,5% à périmètre équivalent sur un an ;
- la contribution du cash-flow d'exploitation qui a permis de continuer à désendetter le Groupe.

Loan to Value global du portefeuille depuis décembre 2009 :



• **Evolution des fonds propres consolidés**

Les fonds propres consolidés s'élèvent à 20.868 K€ au 30 juin 2012 contre 20.397 K€ au 31 décembre 2011 :

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital	Réserves	Résultat	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
Au 31 décembre 2010	16 143	2 525	1 166	19 833	0	19 833
Résultat 31/12/2010		1 166	-1 166	0		0
Résultat 30/06/2011		333	333	333		333
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :</i>						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		439		439		439
Résultat global consolidé	0	1 605	-833	772	0	772
Augmentation de capital	25	- 25		0		0
Actions propres		7		7		7
Paiement fondé sur des actions		28		28		28
Autres mouvements		3		3		3
Au 30 juin 2011	16 167	4 143	333	20 643	0	20 643
Au 31 décembre 2011	16 167	4 194	36	20 397	0	20 397
Résultat 31/12/2011		36	-36	0		0
Résultat 30/06/2012			182	182		182
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :</i>						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		248		248		248
Résultat global consolidé	0	284	146	430	0	430
Augmentation de capital	9 601	-9 601		0		0
Actions propres		-10		-10		-10
Paiement fondé sur des actions		51		51		51
Au 30 juin 2012	25 768	-5 082	182	20 868	0	20 868

La variation entre 2011 et 2012 s'explique principalement par le résultat net consolidé du premier semestre 2012 de 182 K€ et la variation positive de la juste valeur des instruments de couverture pour 248 K€ enregistrée directement par capitaux propres.

5. ACTIF NET REEVALUE (ANR)

5.1 Expertise du patrimoine locatif et en cours de construction

Les expertises ont été réalisées au cours du mois de juin 2012 par le cabinet d'évaluation et de conseil DTZ Eurexi. La juste valeur des actifs du Groupe ressort à 101,8 M€ hors droits pour le patrimoine locatif et 5,2 M€ pour le patrimoine en cours de construction, soit 107,0 M€ sur l'ensemble du portefeuille détenu en propre par le Groupe.

La juste valeur du patrimoine détenu dans le cadre des club-deals et des opérations de co-investissement s'élève à 179,6 M€ à fin juin 2012 contre 175,3 M€ au 31 décembre 2011.

5.2 Calcul de l'ANR de liquidation au 30 juin 2012

Les Foncières communiquent sur la base de leur ANR EPRA et ANR EPRA Triple net par action qui permettent une comparaison avec leur capitalisation boursière. Ces ANR sont calculés à partir des comptes consolidés.

- L'ANR EPRA correspond à la valeur des capitaux propres consolidés en normes IFRS (Réévaluation des immeubles de placements à la juste valeur) après retraitement de la juste valeur des instruments de couverture de la dette bancaire, augmentée du montant des obligations remboursables en actions (OSRA) et de la valeur qui résulterait de l'exercice des bons de souscriptions (BSA) le cas échéant.
- L'ANR EPRA Triple net correspond à l'ANR EPRA après prise en compte de la juste valeur des instruments de couverture.

L'objectif de l'ANR EPRA est de mesurer la valeur de la Société sur le long terme alors que l'ANR Triple net permet d'appréhender une valeur spot, à un instant T, après avoir mis à la juste valeur l'ensemble des postes d'actifs et de passifs du bilan de la Société.

Foncière Atland présente un ANR de liquidation et un ANR de reconstitution :

ANR de liquidation : il s'agit de la valeur du patrimoine hors droits de mutation sur les titres et les immeubles de placement.

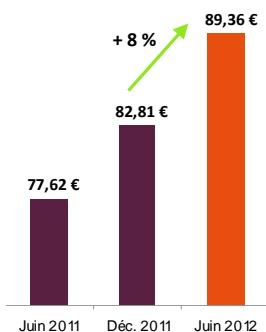
ANR de reconstitution : il permet de mesurer la valeur du patrimoine en incluant les droits et frais d'acquisition des actifs pour un acquéreur potentiel.

Au 30 juin 2012, l'Actif Net Réévalué (ANR) EPRA par action, s'établit à 75,69 € en valeur de liquidation et à 89,36 € en valeur de reconstitution (respectivement +10% et +9% par rapport au 31 décembre 2011).

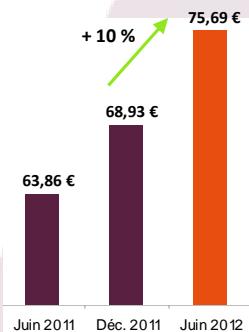
Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

La synthèse et l'évolution de l'ANR se présentent comme suit :

<i>en € par action</i>	Juin. 2012	Déc. 2011	%
ANR EPRA (liquidation)	75,69	68,93	+10%
ANR EPRA (reconstitution)	89,36	82,81	+8%
ANR EPRA triple net (liquidation)	68,47	62,20	+10%
ANR EPRA triple net (reconstitution)	82,14	76,08	+8%



**ANR EPRA par action
(reconstitution)**



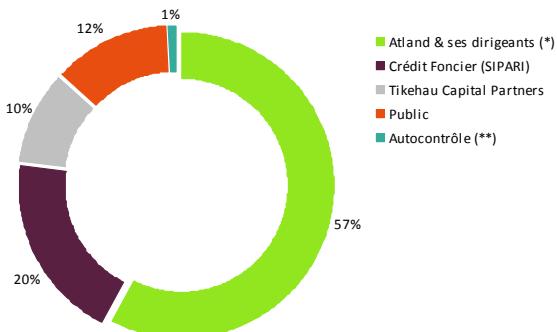
**ANR EPRA par action
(liquidation)**

6. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CAPITAL

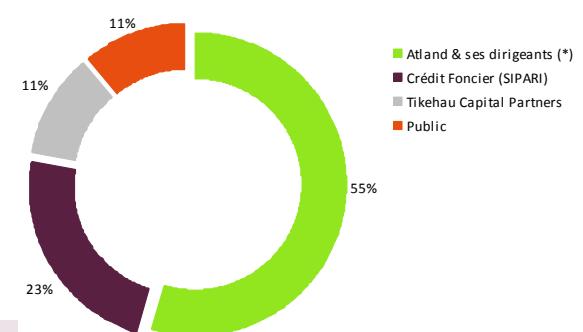
Au 30 juin 2012, la composition de l'actionnariat de la société était la suivante :

	Nombre d'actions	% de détention du capital	Nombre de droits de vote	% de droits de vote
Atland S.A.S.	208 964	44,60%	290 580	44,36%
M. Georges Rocchietta	1	0,00%	2	0,00%
Finatlas	33 898	7,24%	33 132	5,06%
Finexia S.a.r.l	18 536	3,96%	18 536	2,83%
M. Lionel Védie de la Heslière	2 002	0,43%	4 004	0,61%
XEOS S.A.	6 098	1,30%	12 196	1,86%
Concert	269 499	57,52%	358 450	54,72%
Crédit Foncier (SIPARI)	92 160	19,67%	149 760	22,86%
Tikehau Capital Partners	45 440	9,70%	73 840	11,27%
Autres	57 283	12,23%	73 060	11,15%
Autocontrôle	4 118	0,88%	0	0,00%
Total	468 500	100,00%	655 110	100,00%

Répartition du capital



Répartition des droits de vote



(*) : Georges Rocchietta, ATLAND SAS, FINEXIA, FINATLAS, XEOS et Lionel Védie de la Heslière

(**) : Titres rachetés dans le cadre du contrat de liquidité

Au 30 juin 2012, Atland détient 208.964 actions et 290.580 voix (127.348 droits de vote simple et 81.616 droits de vote double), soit respectivement 44,60% du capital et 44,36 % des droits de vote de la société.

Au titre du concert entre Atland et ses dirigeants (MM. Rocchietta, Védie de La Heslière et les sociétés XEOS, FINEXIA et FINATLAS), la détentio capitaliste représente 269.499 actions et 358.450 droits de vote soit respectivement 57,52 % du capital et 54,72 % des droits de vote.

Les autres actionnaires nominatifs détenant plus de 2 % possèdent 137.600 actions et 223.600 droits de vote, soit 29,37 % en capital et 34,13 % en droits de vote (Tikehau Capital Partners 45.440 actions et 73.840 droits de vote, Sipari 92.160 actions et 149.760 droits de vote).

L'auto détention représente 4.118 actions, soit 0,88 % du capital sans droits de vote.

Le flottant (reste du capital) représente 57.283 actions et 73.770 droits de vote, soit 12,23 % en capital et 11,15 % en droits de vote.

6.2 Principaux mouvements sur le capital au cours du semestre

Le capital social a été modifié au cours du premier semestre 2012 :

- Transformation des ORA en actions : le 2 janvier 2012, le Président de Foncière Atland, conformément à la délégation qui lui a été consentie par le Conseil d'Administration du 2 octobre 2007, sur délégation consentie par l'assemblée générale du 11 septembre 2007, a procédé à l'émission de 173.279 nouvelles actions de 55 € afin d'amortir les ORA émises en décembre 2007 (voir ci-après).
- Attribution de 310 actions gratuites : le Conseil du 5 mars 2012 a décidé d'augmenter le capital social de 17.050 € par création de 310 actions de 55 € et par prélèvement de la somme de 17.050 € sur le poste prime d'émission qui a ainsi été ramené de 1.935.992 € à 1.918.942 € (voir ci-après).
- Attribution de 960 actions gratuites : le Conseil du 16 mai 2012 a décidé d'augmenter le capital social de 52.800 € par création de 960 actions de 55 € et par prélèvement de la somme de 52.800 € sur le poste prime d'émission qui a ainsi été ramené de 918.942 € à 866.142 € (voir ci-après).

6.3 Valeurs mobilières donnant accès au capital

Obligations Remboursables en Actions (ORA)

La Société a émis, avec maintien du droit préférentiel de souscription, des obligations remboursables en actions de 65 € chacune dans les conditions et modalités prévues par la Note d'Opération publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires du 24 octobre 2007 et ayant reçu le visa AMF N° 07-367 en date du 19 octobre 2007.

Le Conseil d'Administration, lors de sa séance du 2 octobre 2007 a autorisé l'émission - entre le 26 octobre 2007 et le 23 novembre 2007 – avec maintien du droit préférentiel de souscription, de 175.599 obligations remboursables en actions de 65 euros de valeur nominale.

A l'issue de la période de souscription à titre irréductible et réductible des ORA, arrêtée le 30 novembre 2007 par CM-CIC Securities en sa qualité de centralisateur de l'opération, il a été constaté que :

- Nombre de DPS présentés : 260.915 (232.915 DPS pour compte des 4 actionnaires principaux détenant leurs titres en nominatif pur et 28.000 DPS présentés par les établissements financiers de la place).
- Il n'y a pas eu de souscription à titre réductible.
- Nombre d'ORA émises : 156.549
- Montant souscrit : 10.175.685,00 €
- Nombre d'ORA non souscrites : 19.050 ORA pour un montant de 1.238.250,00 €

Sur délégation octroyée par le Conseil d'Administration en date du 2 octobre 2007, le Président a décidé, le 30 novembre 2007, de répartir partiellement les ORA non souscrites au profit de personnes qui lui en ont fait la demande avant la période de clôture de l'opération. 16.730 ORA supplémentaires ont ainsi été souscrites.

En conséquence, après répartition des ORA non souscrites à titre irréductible et réductible, seules 2.320 ORA n'ont pas été souscrites. Le Président a décidé, en conséquence, de limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions recueillies.

En conséquence, le Conseil d'Administration du 12 décembre 2007 a constaté que 173.279 ORA ont été souscrites pour un montant de 11.263.135 € et que la souscription a ainsi été suivie à 98,69 %.

La date d'échéance de ces ORA était fixée au 1^{er} janvier 2012 inclus et la base de parité de remboursement était de 1 action nouvelle pour 1 ORA.

En conséquence, le 2 janvier 2012, le Président de Foncière Atland, conformément à la délégation qui lui a été consentie par le Conseil d'Administration du 2 octobre 2007, sur délégation consentie par l'assemblée générale du 11 septembre 2007, a procédé à l'émission de 173.279 nouvelles actions de 55 € afin d'amortir les ORA émises en décembre 2007.

Le différentiel entre la valeur nominale des actions nouvelles émises (55 €) et la valeur des ORA (65 €) a été porté au poste « prime d'émission » qui a ainsi été porté de 203.202 € à 1.935.992 €.

Actions gratuites

Attributions au cours de l'exercice 2012

Ainsi, cours de sa séance du 5 mars 2012, le Conseil d'Administration a décidé de procéder aux attributions d'actions gratuites suivantes, à savoir :

- de 1.900 actions dont l'attribution définitive ne sera soumise qu'à la condition que le bénéficiaire soit présent à cette date ;
- de 4.150 actions dont l'attribution définitive sera soumise à des conditions de réalisation d'objectifs business au 31 décembre 2013.

A la clôture des cours du 5 mars 2012, la valeur du titre FONCIERE ATLAND s'élevait à 57 €/action.

Attributions au cours de l'exercice 2011

Toutes les attributions de l'exercice 2011 sont mentionnées ci-dessous et aucune attribution n'a été faite au profit des dirigeants mandataires sociaux. Ainsi, durant l'exercice clos le 31 décembre 2011, le Conseil d'Administration a procédé aux attributions d'actions gratuites suivantes :

- **Lors de la séance du Conseil d'Administration du 4 mars 2011 :**

- de 1.390 actions dont l'attribution définitive ne sera soumise qu'à la condition que le bénéficiaire soit présent à cette date ;
- de 3.650 actions dont l'attribution définitive sera soumise à des conditions de réalisation d'objectifs business au 31 décembre 2012.

A la clôture des cours du 4 mars 2011, la valeur du titre FONCIERE ATLAND s'élevait à 59,99 €/action.

Attributions au cours de l'exercice 2010

Toutes les attributions de l'exercice 2010 sont mentionnées ci-dessous et aucune attribution n'a été faite au profit des dirigeants mandataires sociaux. Ainsi, durant l'exercice clos le 31 décembre 2010, le Conseil d'Administration a procédé aux attributions d'actions gratuites suivantes :

- **Lors de la séance du Conseil d'Administration du 9 mars 2010 :**

- de 1.360 actions dont l'attribution définitive ne sera soumise qu'à la condition que le bénéficiaire soit présent à cette date ;
- de 3.900 actions dont l'attribution définitive sera soumise à des conditions de réalisation d'objectifs business au 31 décembre 2011.

A la clôture des cours du 9 mars 2010, la valeur du titre FONCIERE ATLAND s'élevait à 57,97 €/action.

Constatation de l'acquisition d'actions (attribuées en 2009) au cours du Conseil d'Administration du 5 mars 2012

Il est rappelé que le Conseil d'Administration du 10 novembre 2009 a décidé, sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 3 juin 2008, d'attribuer gratuitement 310 actions non conditionnées à des salariés du groupe.

A la clôture des cours du 10 novembre 2009, la valeur du titre FONCIERE ATLAND s'élevait à 64,99 €/action.

Le Conseil d'Administration, dans sa séance du 5 mars 2012 a constaté que les conditions d'attribution définitive des actions sont remplies et a constaté l'attribution définitive de 310 actions gratuites.

En conséquence, le Conseil du 5 mars 2012 a décidé d'augmenter le capital social de 17.050 € par création de 310 actions de 55 € et par prélèvement de la somme de 17.050 € sur le poste prime d'émission qui a ainsi été ramené de 1.935.992 € à 1.918.942 €.

Le Conseil a pris acte, en conséquence, de ce que le capital social s'élève désormais à 25.714.700 €, divisé en 467.540 actions de 55 € de valeur nominale.

Constatation de l'acquisition d'actions (attribuées en 2010) au cours du Conseil d'Administration du 16 mai 2012

Il est rappelé que le Conseil d'Administration du 9 mars 2010 a décidé, sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 3 juin 2008, d'attribuer gratuitement 1 360 actions et 3.900 actions conditionnées.

Le Conseil d'Administration après en avoir délibéré, a constaté que les conditions d'attribution définitive des actions sont remplies pour la partie non conditionnée et ne le sont pas pour la partie conditionnée. Le Conseil a rappelé également le départ d'un salarié du Groupe.

En conséquence, le Conseil d'Administration a constaté les attributions définitives de 960 actions gratuites.

A la clôture des cours le 9 mars 2010, la valeur du titre FONCIERE ATLAND s'élevait à 57,97 €/action.

En conséquence, le Conseil du 16 mai 2012 a décidé d'augmenter le capital social de 52.800 € par création de 960 actions de 55 € et par prélèvement de la somme de 52.800 € sur le poste prime d'émission qui a ainsi été ramené de 918.942 € à 866.142 €.

Le Conseil a pris acte, en conséquence, de ce que le capital social s'élève désormais à

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

25.767.500 €, divisé en 468.500 actions de 55 € de valeur nominale.

Constatation de l'acquisition d'actions (attribuées en 2009) au cours de l'exercice 2011

Il est rappelé que le Conseil d'Administration du 18 mars 2009 a décidé, sur autorisation de l'assemblée générale mixte du 3 juin 2008, d'attribuer gratuitement 1.250 actions et 600 actions conditionnées.

A la clôture des cours du 18 mars 2009, la valeur du titre FONCIERE ATLAND s'élevait à 62,99 €/action.

Il est rappelé que le Conseil du 9 mars 2010 a constaté que les attributions d'actions gratuites consenties à deux salariés du Groupe, qui ont quitté la Société, sont devenues caduques.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration, dans sa séance du 17 mai 2011 a constaté que les conditions d'attribution définitive des actions étaient remplies pour la partie non conditionnée et ne l'étaient pas pour la partie conditionnée.

En conséquence, le Conseil d'Administration a constaté les attributions définitives de 450 actions gratuites.

Le Conseil a constaté en conséquence l'attribution définitive de ces actions à leurs bénéficiaires et a procédé à l'augmentation du capital de la société par prélèvement d'une somme de 24.750 € sur le poste prime d'émission qui a ainsi été ramené de 227.952 € à 203.202 €.

Le Conseil a pris acte en conséquence de ce que le capital social s'élevait désormais à 16.167.305 €, divisé en 293.951 actions de 55 € de valeur nominale.

Constatation de l'acquisition d'actions (attribuées en 2007) au cours de l'exercice 2010

Il est rappelé que le Conseil d'Administration a décidé, dans sa séance du 12 décembre 2007 et sur délégation consentie par l'Assemblée Générale Mixte à caractère Ordinaire et Extraordinaire du 22 février 2006, de procéder à l'attribution immédiate de 737 actions et de 370 actions conditionnées.

A la clôture des cours du 12 décembre 2007, la valeur du titre FONCIERE ATLAND s'élevait à 69,00 €/action.

Lors de sa séance du 9 mars 2010 le Conseil d'Administration a constaté l'acquisition définitive de 455 actions gratuites de 55 €.

En conséquence, le Conseil du 9 mars 2010 a décidé d'augmenter le capital social de 25.025 € par création de 455 actions de 55 € et par prélèvement de la somme de 25.025 € sur le poste prime d'émission qui a ainsi été ramené de 252.977 € à 227.952 €.

Synthèse des plans d'attribution des actions gratuites

La société a émis sept plans d'actions gratuites dont deux sont encore en cours selon le détail suivant :

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Plan	Nombre d'actions attribuées	Date d'attribution des actions	Date d'acquisition prévisionnelle des actions	Attribuée définitivement	Attribution perdue	Plan en cours	Conditionnées	Non conditionnées
1	370	06/09/2006	06/09/2008	370				
2	1 107	12/12/2007	12/12/2009	455	652			
3	1 850	18/03/2009	18/03/2011	450	1 400			
4	310	10/11/2009	10/11/2011	310				
5	5 260	09/03/2010	16/05/2012	960	4 300			
6	5 040	04/03/2011	04/03/2013			5 040	3 650	1 390
7	6 050	05/03/2012	05/03/2014			6 050	4 150	1 900
TOTAL	19 987			2 545	6 352	11 090	7 800	3 290

Durée de l'autorisation actuelle à consentir des actions gratuites

L'autorisation consentie par l'Assemblée Générale Mixte du 3 juin 2008 au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit de salariés et/ou de dirigeants mandataires sociaux de la Société ou d'entités liées a été adoptée pour une durée de 38 mois, soit jusqu'au 2 août 2011. L'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011, dans sa huitième résolution, a renouvelé son autorisation au Conseil d'Administration à l'effet de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre au profit de salariés et/ou de dirigeants mandataires sociaux de la Société ou d'entités liées, dans la limite de 4% du capital social et pour une durée de 38 mois, soit jusqu'au 16 juillet 2014.

6.4 Autocontrôle, contrat de liquidité

La Société a signé un contrat de liquidité en conformité avec la réglementation en vigueur, et notamment avec les dispositions du Règlement Européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003 et la décision AMF du 22 mars 2005 concernant l'acceptation des contrats de liquidité en tant que pratique de marché complémentaire admise par l'Autorité des Marchés Financiers.

L'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011 avait autorisé le Conseil d'Administration, pour une durée de dix-huit mois, à acquérir un nombre d'actions de la société représentant un montant maximum de 5 % du capital de la Société ajusté des opérations postérieures à la présente assemblée affectant le capital et a autorisé le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du code de commerce et du règlement européen n° 2273/2003 du 22 décembre 2003, à faire acheter par la Société ses propres actions.

Le programme de rachat a été mis en œuvre aux conditions évoquées ci-dessous, pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011. Elle annule et remplace l'autorisation antérieurement consentie et mise en œuvre sous la neuvième résolution de l'Assemblée Génrale Mixte du 19 mai 2010.

Le descriptif du programme de rachat et le descriptif modifié ont été publiés dans les conditions requises.

Synthèse des principales caractéristiques du programme de rachat d'actions

▪ **Titres concernés**

Actions ordinaires cotées sur le marché Eurolist d'Euronext Paris (compartiment C).

▪ **Part maximale de capital**

Le nombre d'actions que la Société aura la faculté d'acquérir au cours du programme de rachat d'actions est limité à 2,45 % des actions composant le capital de la Société à la date du 16 mai 2012, soit un nombre maximum de 11.454 actions.

▪ **Prix d'achat unitaire maximum autorisé**

80 €

En cas d'augmentation de capital par incorporation au capital de primes, réserves, bénéfices ou autres sous forme d'attribution d'actions gratuites durant la durée de validité de la présente autorisation ainsi qu'en cas de division ou de regroupement des actions, le prix unitaire maximum ci-dessus visé sera ajusté par l'application d'un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital avant l'opération et ce que sera ce nombre après l'opération.

▪ **Montant maximal alloué à la mise en œuvre du programme de rachat d'actions**

916.320 €

▪ **Objectifs du programme de rachat (par ordre de priorité)**

- l'animation du marché ou la liquidité de l'action par un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie de l'AMAFI reconnue par l'AMF,
- l'acquisition d'actions aux fins de conservation et de remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opérations de croissance externe en tant que pratique admise par l'AMF,
- l'attribution d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux (dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi) notamment dans le cadre d'un régime d'options d'achat d'actions, de celui d'attributions gratuites d'actions ou de celui d'un plan d'épargne d'entreprise,
- l'attribution d'actions aux titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société lors de l'exercice des droits attachés à ces titres, et ce conformément à la réglementation en vigueur,
- l'annulation éventuelle des actions acquises, sous réserve de l'adoption de la seizième résolution à caractère extraordinaire de l'assemblée générale du 16 mai 2012.

▪ **Durée du programme proposé**

Le programme de rachat d'actions a été autorisé pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de l'assemblée générale ordinaire ayant délivré ladite autorisation, soit jusqu'au 16 novembre 2014.

- **Pouvoirs conférés au Conseil d'Administration avec faculté de délégation**

L'Assemblée Générale Mixte du 16 mai 2012 a conféré au Conseil d'Administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la Loi, tous les pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de décider la mise en œuvre de la présente autorisation,
- de passer tous ordres de bourse, conclure tous accords en vue, notamment, de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, conformément à la réglementation en vigueur,
- d'effectuer toutes déclarations et de remplir toutes autres formalités et, de manière générale, faire ce qui sera nécessaire.

Mise en œuvre du programme de rachat d'actions au cours du premier semestre 2012

- **Contrat de liquidité**

Au titre du contrat de liquidité, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité au 30 juin 2012 :

- 4.118 titres

Il a en effet été procédé, sur la période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012, à l'achat de 314 achats de titres et à la vente de 127 titres. Au 30 juin 2012, le volume d'actions propres s'élevait à 4.118 titres, soit 0,88 % du capital de la Société. Pour mémoire, la Société détenait 3.931 actions propres au 31 décembre 2011.

314 actions ont été achetées au cours moyen de 55,23 € et 127 actions ont été vendues au cours moyen de 56,35 €. Ces opérations concernent exclusivement l'animation boursière sur le titre.

Le coût du contrat de liquidité s'élève à 12.500 € hors taxes annuel.

Le programme de rachat n'a pas été utilisé pour d'autres finalités.

En conséquence, au 30 juin 2012, l'auto-détention par Foncière Atland de ses propres titres était de 4.118 actions, lesquelles sont privées de droit de vote.

7. PRINCIPAUX RISQUES ET GESTION DES RISQUES

7.1 Exposition aux risques et incertitudes

Le Groupe procède de manière régulière à une revue de ses risques au travers de ses différents organes de contrôle (Comités du Conseil d'Administration, comité d'engagement, etc.). Foncière Atland considère que les risques et incertitudes suivants peuvent être pertinents au regard de son activité.

7.1.1 Le risque client et de placement

Il s'agit du risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client ou une contrepartie à un instrument financier viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

Créances clients et autres débiteurs

L'exposition du Groupe au risque de crédit est réduite en raison de la diversification des sources de revenus et de la qualité de ses locataires dans le cadre de son activité « investissement ».

Au 30 juin 2012, l'antériorité de l'en-cours clients net des provisions pour dépréciation de 6.474 K€ concerne essentiellement les revenus locatifs et le produit de cession des actifs en cours de construction selon la méthode de la marge à l'avancement :

- 1 créances non échues : 6.474 K€,
- 1 créances échues de plus de 3 mois : 178 K€ dépréciées à 100 % au 30 juin 2012 (sans changement par rapport à 2011).

L'intégralité des créances échues et non réglées fait essentiellement suite aux difficultés financières rencontrées par un ancien locataire de l'immeuble de bureaux à Villejuif mis en liquidation judiciaire.

La société n'a connu aucun défaut de paiement au cours du premier semestre 2012.

Placements

Le Groupe limite son exposition en investissant uniquement dans des titres liquides et sécurisés comme des SICAV monétaires à taux sans risques.

7.1.2 Le risque de prix

Le risque de prix est limité dans la mesure où le chiffre d'affaires provient de plusieurs types de revenus au 30 juin 2012 :

- 1 les revenus liés à l'activité d'asset management (6,6%) ;
- 1 les revenus locatifs issus de l'activité d'investissement (50,4%) ;
- 1 les revenus liés aux opérations de construction (43,0%).

A ce titre, les baux signés par le groupe présentent des caractéristiques limitant tout risque de forte variation des revenus locatifs :

- 1 la plupart des baux sont signés sur de longues durées (6 à 12 ans) : la durée résiduelle ferme moyenne des baux est de 4,3 ans à fin juin 2012 ;

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

- 1 le groupe est faiblement exposé aux variations à la baisse des indexations du coût de la construction.

7.1.3 Le risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité est assurée dans le cadre de plans pluriannuels.

Analyse des emprunts par maturité :

Echéancier (En K euros)	Moins d'un an	2 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans	TOTAL
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 102	8 205	15 552	42 604	69 463
Emprunts - Crédit-bail	238	275	1 070	3 905	5 488
TOTAL	3 340	8 480	16 622	46 509	74 950

Compte tenu de ses relations privilégiées avec ses partenaires financiers, de la récurrence du cash-flow généré par ses investissements qui offrent des rendements sécurisés et de son actionnariat, le groupe estime que le risque de liquidité est limité.

7.1.4 Risque sur les entités ad-hoc

Le risque est non significatif et se limite aux fonds propres engagés.

7.1.5 Le risque de taux d'intérêt

Les emprunts contractés sont couverts contre le risque de taux car ils sont soit :

- 1 à taux fixe ;
- 1 avec des options de conversion à taux fixe ;
- 1 swapés ;
- 1 couverts par des stratégies avec des caps et des floors.

Au 30 juin 2012, le Groupe utilise des instruments financiers de couverture de taux pour se prémunir contre les fluctuations des taux d'intérêts. Ces contrats ont fait l'objet d'une évaluation externe et leur juste valeur a ainsi donné lieu à la comptabilisation d'un passif de 3.351 K€.

A fin juin 2012, 50% des prêts à long terme ont été souscrits à taux fixe. Les 50% de prêts à long terme souscrits à taux variable sont couverts à hauteur de 88% du principal des dettes.

Une augmentation des taux d'intérêt pourrait avoir une incidence sur la stratégie d'investissement. Toutefois, sur le financement déjà en place, le groupe est peu sensible aux variations des taux d'intérêts en raison d'une forte couverture de sa dette : taux fixes et taux swapés. Ainsi, pour une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt (Euribor 3 mois), l'impact serait peu significatif et impacterait uniquement la partie non couverte de la dette soit 6%.

7.1.6 Le risque de change

Le groupe n'est pas exposé au risque de change.

7.1.7 Le risque lié à l'évolution du cours des actions

Le risque est faible compte tenu de la stabilité de l'actionnariat et de la faible liquidité du titre.

7.1.8 Le risque lié au niveau d'endettement du Groupe

Au 30 juin 2012, le Groupe dispose d'une structure financière qu'il considère adaptée à ses objectifs. A fin juin 2012, le niveau d'endettement net correspond à 67,1 % de la valeur de marché des actifs immobiliers et des actifs en cours de construction contre 69,1% à fin 2011 (hors impact de la couverture de taux).

Certains biens font l'objet d'hypothèques telles que décrites dans l'annexe consolidée au paragraphe relatif aux engagements hors bilan (§ 8.1.).

7.1.9 Le risque lié au service bancaire

Au 30 juin 2012, l'encours total des dettes bancaires hors intérêts courus non échus est de 74 950 K€. Les prêts bancaires consentis contiennent pour certains les clauses d'exigibilité anticipée ainsi que des clauses de covenant couramment pratiquées (notamment exigence du maintien d'une LTV - « Loan to value » - comprise entre 85 % et 95 % ainsi que d'un ICR - « Interest Cover Ratio » - supérieur à 120 %).

La société communique, de manière semestrielle, à la demande des organismes de crédits, l'évolution de ces ratios. Au 30 juin 2012, le groupe remplit l'ensemble de ses obligations contractuelles relatives à ces clauses d'exigibilité anticipée. Il est à noter qu'une opération portant sur un capital restant dû de 4 533 K€, affiche un LTV supérieur à celui contractuellement défini sans déclencher une mise de fonds propres complémentaires du fait du respect du ratio ICR.

7.1.10 Dépendance de Foncière Atland au regard des moyens techniques et humains

Afin de conserver une structure allégée et de ne pas alourdir ses coûts de fonctionnement, le périmètre Foncière Atland/Foncière Atland REIM ne compte actuellement aucune fonction support internalisée : directions administrative, financière, comptable, juridique et fiscale

Un contrat de prestations de services de management et une convention d'assistance administrative ont ainsi été signés entre Foncière Atland et Atland SAS pour la mise à disposition par Atland SAS de ses compétences comptables, financières, juridiques et de management. Ainsi, la société Foncière Atland, qui n'a internalisé que ses fonctions « Investissement » et « Asset et property management », bénéficie des compétences de sa société mère.

7.2 Gestion des risques

Parmi les risques énumérés ci-dessus, le management a identifié les principaux risques auxquels la société peut être confrontée dans le cadre de sa stratégie de développement :

- 1 risques liés aux investissements,
- 1 risques liés au niveau des taux d'intérêts,
- 1 risques liés aux évolutions juridiques,
- 1 risques liés aux actifs immobiliers et à leurs revenus.

Sur la base de cette analyse, la politique de gestion des risques s'était traduite par la mise en

place à partir de 2007 :

- 1 d'un comité d'engagement pour vérifier et valider que chaque acquisition et chaque cession de biens correspondent aux objectifs et aux caractéristiques financières définis par le groupe tant en termes de risque, de rentabilité que d'endettement,
- 1 d'une veille juridique en vue de prendre en compte les changements liés à l'adoption de textes législatifs ou réglementaires susceptibles d'avoir une incidence sensible sur la situation du groupe et sur son développement et ce, en s'appuyant sur un réseau de conseils externes,
- 1 d'une stratégie financière pour préserver la rentabilité de ses investissements par la maîtrise du coût de ses financements. Cette maîtrise des coûts de financement sera réalisée par une limitation de l'exposition au risque d'évolution des taux d'intérêts tant par des opérations de couverture de taux que par des financements à taux fixe, et ce pour une part significative de l'endettement du groupe,
- 1 d'une politique en matière d'assurance visant à garantir son capital et ses revenus quelle que soit l'activité concernée.

Ces axes stratégiques ont été maintenus en 2012.

Par ailleurs, aux fins d'assurer une confiance accrue des partenaires et investisseurs de Foncière Atland dans la pertinence et la transparence de l'information financière ainsi que pour améliorer la gouvernance de la société, il a été mis en place en 2008 :

- 1 un comité d'audit et des comptes pour vérifier et valider la pertinence de l'information financière donnée,
- 1 un comité des rémunérations pour assurer, au regard des pratiques en place, les préconisations adéquates au Conseil d'Administration en matière de rémunérations des dirigeants et administrateurs de la Société.

A l'exception d'une procédure en cours au motif d'une rupture abusive d'un protocole de vente et pour laquelle Foncière Atland et ses conseils juridiques considèrent comme aléatoire le dénouement en l'absence d'éléments précis et objectifs, il n'existe pas d'autre risque de quelque nature que ce soit, de litige, de procédure gouvernementale ou fait exceptionnel, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours du premier semestre 2012 une incidence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine de la société et du groupe formé par la société, et qui ne seraient pas pris en compte et dûment provisionnés.

7.2.1 Assurances souscrites par la société et son groupe

Foncière Atland (et ses filiales) ont souscrit aux assurances suivantes :

- **Assurance Responsabilité Civile des Mandataires Sociaux**

Compagnie : Chubb

Garanties : 3.000.000 € par année d'assurance

Franchise : Néant, sauf en cas de réclamation boursière (25.000 € par sinistre)

Coût : 4.200 € HT

- **Assurance Responsabilité Civile Promoteur :**

Compagnie : Albingia

Garanties : RC exploitation :

6.100.000 € par année d'assurance en dommages corporels

1.000.000 € par année d'assurance en dommages matériels et immatériels

Franchise : Néant

Coût : 0,12% du chiffre d'affaires HT

- **Assurances Propriétaires Non Occupants**

Compagnies : AXA et AFU

Garanties :

Valeur à neuf, avec des limites pour certains types de risques

Franchise : entre 500 et 7.000 €

Coût : de 0.8 à 2.2 € TTC / m² selon le type de bâtiments :

- de 0.8 à 1.5 € TTC / m² pour les dépôts de bus,
- de 1 à 2 € TTC/m² pour les bureaux et commerces
- 2.2 € TTC /m² pour les entrepôts

- **Assurance Multirisque Professionnelle (locaux) :**

Compagnie : AXA

Garanties : illimité sur les locaux, 15.000 à 30.000 € sur le contenu selon le type de risque

Franchise : Néant

Coût : 534,36 € TTC

7.2.2 Procédures internes mises en œuvre pour l'identification et le contrôle des engagements hors-bilan

L'intégralité des conventions signées par le Groupe est soumise à la validation de la Direction Générale, de la Direction Financière et de la Direction Juridique.

La Direction Financière centralise les conventions et les enregistre dans un tableau de suivi, qui en mentionne les principales caractéristiques, dont les engagements hors bilan.

8. PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIÉES

L'objet de la présente note est de mettre en évidence les relations qui existent entre le groupe, ses actionnaires (ou représentants) et ses dirigeants. Il n'existe, en effet, pas de sociétés sur lesquelles le groupe exerce une influence notable ou un contrôle conjoint qui pourraient être concernées par la norme IAS 24.

- Jetons de présence comptabilisés à hauteur de 10 K€ (contre 12 K€ au 30 juin 2011),
- Charge liée à la redevance de « marque » pour 10 K€ (montant identique au 30 juin 2011),
- Contrats de prestations de services administratives et de management conclus avec ATLAND S.A.S., société mère : la charge de l'exercice est de 305 K€ (contre 361 K€ au 30 juin 2011),
- Chiffre d'affaires intra groupe pour 341 K€ (contre 232 K€ au 30 juin 2011),
- Dettes fournisseurs pour 1 305 K€ (contre 702 K€ au 30 juin 2011),
- Dettes diverses intra groupe pour 135 K€ (contre 178 K€ au 30 juin 2011),
- Comptes courants créditeurs intra groupe pour 1 K€ (montant identique au 30 juin 2011),
- Produits constatés d'avance intra groupe pour 104 K€ (contre 87 K€ au 30 juin 2011),
- Créances clients pour 46 K€, dont 10 K€ d'intragroupe (contre 106 K€ au 30 juin 2011 dont 50 K€ d'intragroupe),
- Comptes courants débiteurs intra groupe pour 29 K€ (contre 19 K€ au 30 juin 2011),
- Actifs financiers pour 2 441 K€ (contre 1 104 K€ au 30 juin 2011).

Par ailleurs, aucune rémunération et aucun avantage n'a été versé aux dirigeants sur la période.

9. EVENEMENTS POST-CLOTURE

- **Signature d'une promesse d'acquisition d'un terrain**

Le 2 août 2012, Foncière Atland a signé une promesse de vente synallagmatique avec l'AFTRP concernant l'acquisition d'un terrain de 16 354 m² situé à Cormeilles en Parisis, boulevard Joffre – LOT 3.1 ZAC des Bois Rochefort pour y réaliser un ensemble commercial. Le montant d'acquisition du foncier s'élève à 1 780 K€ HT.

- **Signature d'une promesse de vente d'un bâtiment**

Le 1^{er} aout 2012, la SCI FONCIERE ATLAND CORMEILLES EN PARISIS a signé une promesse synallagmatique avec la SCI CORMEILLES URBAN VALLEY concernant la vente à cette dernière d'un bâtiment en cours de construction dans le parc d'activité Urban Valley de Cormeilles-en-Parisis (95) qui compte déjà 3 bâtiments livrés et loués. Ce bâtiment de 2 344 m² sera cédé moyennant un prix de 2 432 K€ HT et loué à la société Bâtimantes.

10. PERSPECTIVES ET MARCHE

10.1 Point marché

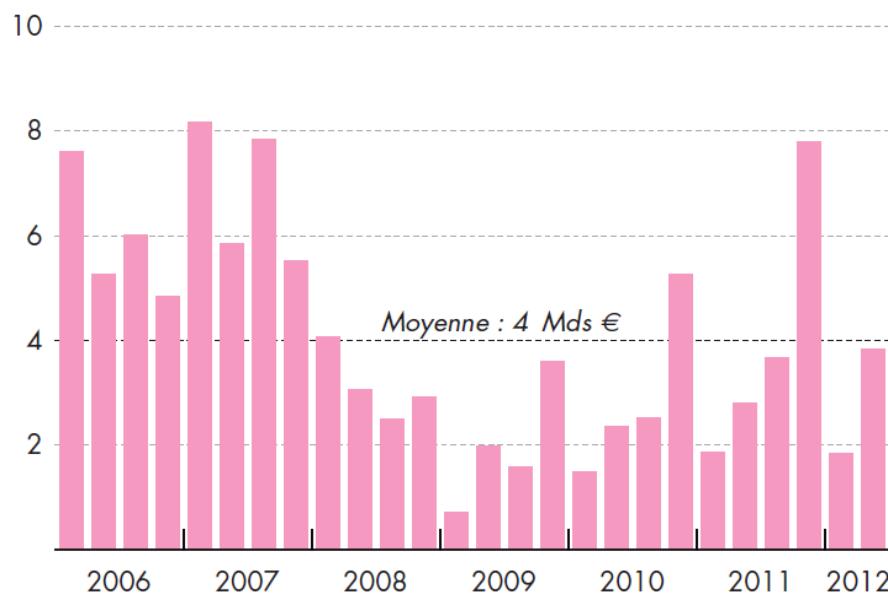
LE MARCHE DE L'INVESTISSEMENT EN FRANCE

Près de 5,7 milliards d'euros ont été engagés en immobilier d'entreprise banalisé au 30 juin 2012 en France, dont 3,8 milliards d'euros au 2ème trimestre. Cela correspond au semestre le plus actif depuis 2008 mais qui se trouve porté par 3 opérations représentant 1,7 milliard d'euros (le 52-60 avenue des Champs Elysées ; Néo boulevard Haussmann et le 10, Cité du Retiro ; 52, avenue Hoche et Avant Seine avenue Pierre Mendes France).

L'aggravation de la crise de la dette souveraine a ravivé les interrogations quant à la solidité de la reprise économique, freinant les velléités d'ouverture des investisseurs qui restent extrêmement prudents. Certains acteurs testent le marché et cherchent à affiner leur stratégie.

Les acteurs disposant de fonds propres restent prépondérants, à l'instar des assurances et des véhicules collectant auprès de particuliers tels les SCPI ou les OPCI, représentant 30% des volumes investis. Le marché est essentiellement animé par les fonds d'investissements pour 38 % des volumes investis grâce à une percée des fonds souverains étrangers.

Engagements trimestriels en immobilier d'entreprise banalisé en France (en milliards d'euros)



Sources : CBRE et Immostat

UN MARCHE QUI S'ELARGIT PROGRESSIVEMENT

Les bureaux ont focalisé l'intérêt des investisseurs (76 % des engagements France) mais la

prime à la qualité technique joue toujours fortement sur ce marché, 17 % des volumes bureaux ayant porté sur du VEFA. La demande se concentre essentiellement pour des actifs en très bon état et particulièrement bien placé.

Le marché des commerces, toujours aussi recherchés en raison de leur résilience, a représenté 19 %. La grande partie des échanges réalisés correspond à deux actifs situés en centre-ville (le 52-60, avenue des Champs-Elysées et le 54, rue du Faubourg-Saint-honoré à Paris). Ce type de type d'actif bien localisé est très recherché ce qui contribue à la faiblesse du taux de rendement.

Enfin le marché de l'investissement en locaux d'activités et logistique souffre particulièrement de l'aversion au risque des acteurs, enregistrant un très faible volume d'engagements semestriel (seulement 5 % du total).

L'offre sur de nombreux segments s'est élargie. Cependant, l'accord entre les parties demeure difficile à trouver dans un contexte où les banques sont très frileuses, notamment sur les gros montants et pour les actifs considérés comme secondaires, et préfèrent financer leurs clients. De fait, la tendance est clairement à la stabilisation des taux de rendement « prime », ces derniers se devant par ailleurs d'être associés à des actifs irréprochables. Toutefois, l'importance des capitaux cherchant à se placer dans l'immobilier et le volume des mandats en cours de commercialisation conduisent les experts immobiliers à anticiper un second semestre aussi actif que le premier et qui devrait permettre d'atteindre les 10 à 12 milliards d'euros d'engagements à la fin de l'année.

POINT SUR LES BUREAUX : STABILITE DES DEMANDES

La demande placée enregistrée au 1^{er} semestre 2012 – 960 000 m² est en repli par rapport au 1^{er} semestre 2011 (-18%).

Malgré une offre de qualité qui se restreint progressivement, les prises de décisions sont longues. Les utilisateurs ont encore du mal à se positionner en amont des opérations tant la prudence est de mise et en raison de la prédominance du critère coût.

Les experts immobiliers n'anticipent pas une franche amélioration pour le second semestre. En effet, le premier semestre est resté dans la continuité de l'année 2011 avec des incertitudes toujours aussi présentes, des acteurs aux comportements changeants, toujours dans la retenue. Cette instabilité va continuer de peser sur l'activité et sur la demande exprimée, très dépendante du climat des affaires et de la saisonnalité.

Le stock immédiat ne devrait baisser que dans des proportions mesurées, les lancements « en blanc » qui restent ponctuels sont freinés par les contraintes de financement et la prudence des acteurs.

(Source : CBRE)

10.2 Perspectives

Foncière Atland poursuit le développement de ses deux métiers stratégiques :

- l'externalisation d'actifs immobiliers dans le cadre de partenariats long terme
- la réalisation de programmes de développement en clés-en-mains locatifs

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Ces opérations ont été réalisées avec une prise de risque minimum :

- emplacements stratégiques ;
- baux long-termes ;
- locataires de qualité ;
- pré-commercialisation à 100 % avant démarrage de la construction de clés-en-mains.

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

II. COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(en K euros)	Note	30.06.2012 (6 mois)	30.06.2011 (6 mois)
Chiffre d'affaires	7.1	8 226	4 640
Achats et autres charges externes		- 3 375	- 494
Charges de personnel		- 663	- 571
Impôts et taxes		- 88	- 93
Dotations nettes aux amortissements et dépréciations		- 1 277	- 1 174
Autres produits d'exploitation		0	1
Autres charges d'exploitation		- 66	- 39
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT CESSION DES ACTIFS DE PLACEMENT		2 757	2 270
Résultat net de cession	7.3	116	126
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT		2 873	2 396
Produits financiers	7.2	24	204
Charges financières	7.2	- 2 588	- 2 369
RESULTAT FINANCIER		- 2 564	- 2 165
Impôt	7.4	- 195	110
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGRES		115	340
Quote-part dans les résultats des entreprises associées		67	- 7
RESULTAT NET CONSOLIDÉ		182	333
Dont part revenant au groupe		182	333
Dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultat de base par action	6.8	0,39 €	0,72 €
Résultat dilué par action	6.8	0,39 €	0,72 €

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

(en K euros)	Notes	30.06.2012	30.06.2011
Résultat net consolidé		182	333
Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture		248	439
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres</i>		248	439
Résultat global consolidé		430	772
Dont			
Part du Groupe		430	772
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		0	0

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

BILAN ACTIF (en K euros)	Note	30.06.2012	31.12.2011
Immobilisations incorporelles		8	0
Immobilisations corporelles		118	110
Immeubles de placement	6.1	91 578	95 438
Actifs financiers	6.2	2 504	2 544
Participations dans les entreprises associées	6.3	440	200
Actifs d'impôts différés	6.4	128	146
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		94 775	98 438
Stocks et encours	6.5	5 728	5 425
Créances clients et autres débiteurs	6.6	7 825	4 639
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6.7	2 065	2 561
TOTAL ACTIFS COURANTS		15 618	12 625
TOTAL ACTIF		110 393	111 063

BILAN PASSIF (en K euros)	Note	30.06.2012	31.12.2011
Capital apporté		25 768	16 167
Réserves et résultats accumulés		- 5 082	4 194
Résultat de la période		182	36
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE	6.8	20 868	20 397
Participation ne donnant pas le contrôle		0	0
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS		20 868	20 397
Passifs financiers	6.9	74 695	78 951
Avantages du personnel		3	3
Impôts différés passif		67	0
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		74 765	78 954
Passifs financiers	6.9	4 612	3 946
Dettes fournisseurs et autres dettes	6.10	3 691	2 299
Autres crébiteurs	6.10	6 457	5 467
TOTAL PASSIFS COURANTS		14 760	11 712
TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		110 393	111 063

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital	Réserves	Résultat	Capitaux propres Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres Totaux
-----------------------	---------	----------	----------	-------------------------	---	-------------------------

Au 31 décembre 2010	16 143	2 525	1 166	19 833	0	19 833
Résultat 31/12/2010		1 166	-1 166	0		0
Résultat 30/06/2011			333	333		333
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :</i>						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		439		439		439
Résultat global consolidé	0	1 605	-833	772	0	772
Augmentation de capital	25	-25		0		0
Actions propres		7		-7		-7
Paiement fondé sur des actions		28		28		28
Autres mouvements		3		10		10
Au 30 juin 2011	16 167	4 143	333	20 643	0	20 643

Au 31 décembre 2011	16 167	4 194	36	20 397	0	20 397
Résultat 31/12/2011		36	-36	0		0
Résultat 30/06/2012			182	182		182
<i>Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres :</i>						
Juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture		248		248		248
Résultat global consolidé	0	284	146	430	0	430
Augmentation de capital	9 601	-9 601		0		0
Actions propres		-10		-10		-10
Paiement fondé sur des actions		51		51		51
Au 30 juin 2012	25 768	-5 082	182	20 868	0	20 868

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en K euros)	Note	30/06/2012 (6 mois)	30/06/2011 (6 mois)
RESULTAT		182	333
Elimination des éléments sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation			
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence		- 67	7
Dotations aux amortissements et dépréciations		1 277	1 144
Paiement fondé sur des actions		51	28
Variation de la juste valeur des instruments financiers		481	-191
Autres produits et charges calculés		- 102	78
Plus et moins-values de cession d'actifs immobiliers de placement	7.3	- 116	-126
<i>Marge brute d'autofinancement après coût du financement et impôt</i>		1 706	1 274
Coût de l'endettement financier net		2 106	2 424
Impôts		195	-110
<i>Marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôt</i>		4 007	3 588
<i>Dont marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôts – Activité de foncière</i>		3 542	3 639
<i>Dont marge brute d'autofinancement avant coût du financement et impôts – Activité de promotion</i>		465	-51
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	6.11	- 847	-611
Intérêts versés nets		- 2 197	-2 440
Impôts payés		- 367	-23
Flux net de trésorerie généré par l'activité		596	514
Flux net de trésorerie généré par l'activité de foncière		864	2 048
Flux net de trésorerie généré par l'activité de construction		-268	-1 534
Décaissements sur acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		- 47	0
Décaissements sur acquisition d'immeubles de placement		0	-1 496
Encaissements nets sur cession d'immeubles de placement	7.3	2 732	6 638
Décaissements sur acquisition d'immobilisations financières		- 55	-426
Encaissements sur cessions d'immobilisations financières		95	7
Remboursements d'actifs financiers		0	3 100
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		2 725	7 823
Dépôts reçus		138	39
Dépôts remboursés		0	-62
Encaissements provenant d'emprunts bancaires		36	1 391
Remboursement emprunts		- 3 989	-10 482
Composante ORA		0	-304
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		- 3 815	-9 418
VARIATION DE TRESORERIE		- 494	-1 081
TRESORERIE A L'OUVERTURE – Cf. § 6.7		2 555	3 079
TRESORERIE A LA CLOTURE – Cf. § 6.7		2 061	1 998

NOTE I – PRESENTATION GENERALE

Le groupe Foncière Atland a pour activités l'investissement, la gestion, la construction et l'externalisation d'actifs immobiliers d'entreprises en Ile de France ainsi qu'en Province.

L'entité tête de groupe, Foncière Atland, est une société Anonyme dont le siège social est situé en France : 10, avenue George V à Paris 8^{ème}. Elle est cotée sur le marché réglementé Eurolist liste C.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en milliers d'Euros (€). La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés intermédiaires arrêtés au 30 juin 2012.

Les comptes consolidés intermédiaires ont été arrêtés par le Conseil d'Administration en date du 28 août 2012.

Les états financiers consolidés du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 sont disponibles sur demande au siège social de la société.

FAITS MARQUANTS

Le 2 janvier 2012, le président de Foncière Atland, conformément à la délégation qui lui a été consentie par le Conseil d'Administration du 2 octobre 2001, sur délégation consentie par l'assemblée générale du 11 septembre 2007, a procédé à l'émission de 173 279 nouvelles actions de 55€ selon les modalités décrites dans la note d'opération ayant reçu le visa AMF 07-367 en date du 19 octobre 2007.

Les évènements marquants du semestre sont :

▪ Arbitrage

Dans le cadre de sa stratégie d'arbitrage, Foncière Atland a cédé, le 27 juin 2012, un immeuble de bureaux de 2 528 m² situé à Labège dans la périphérie de Toulouse au profit d'une foncière privée pour un prix net vendeur de 1 930 K€ (net des frais de cession et indemnité de remboursement anticipé – Cf. § 7.3).

Elle a également poursuivi la découpe de son actif de bureaux situé à Villejuif (Val-de-Marne) et a ainsi procédé à la cession d'un plateau de 445 m² le 1^{er} février 2012 pour un prix net vendeur de 900 K€ (net des frais de cession – Cf. § 7.3).

▪ Asset Management

Foncière Atland a poursuivi ses efforts afin de sécuriser ses baux et son cash-flow futur.

Foncière Atland a obtenu l'accord du Groupe Keolis au cours du premier semestre pour réaliser environ 776 K€ TTC de travaux sur quatre sites déjà loués à Keolis (Bouxières – Nantes – Rochefort – Saint-Malo) qui s'accompagneront de la signature de nouveaux baux de 9 ans fermes et d'une actualisation du loyer en place.

A fin juin, la durée résiduelle ferme des baux de son patrimoine s'établit à 4,3 ans et son portefeuille bénéficie d'un taux d'occupation toujours élevé à 96,4%.

▪ Constructions de clés en main

Pour mémoire, au cours de l'exercice 2011, Foncière Atland s'était principalement concentrée sur le montage de nouvelles opérations de construction qui lui ont permis d'appréhender des revenus au cours de ce premier semestre 2012 :

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

- Construction d'un bâtiment à usage mixte de 7 000 m² pour le compte du Groupe Came Group (leader international des automatismes du contrôle d'accès) dans le cadre d'une Vente en Etat de Futur Achèvement signée le 18 juin 2012 pour une livraison prévue au cours du premier semestre 2013 à son utilisateur ;
- Dans le parc d'activité Urban Valley qui compte déjà 3 bâtiments livrés et loués en 2010, construction d'un quatrième bâtiment de 2 344 m² pour la société Bâtimantes (acteur majeur dans le domaine du négoce sanitaire, chauffage, carrelage sous l'enseigne Aubade) dans le cadre d'un bail de 6 ans fermes et une livraison en décembre 2012.

NOTE II - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.1. DECLARATION DE CONFORMITE

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés du groupe Foncière Atland au 30 juin 2012 ont été préparés en conformité avec la norme internationale d'information financière IAS34 « Information financière intermédiaire » tel qu'adoptée dans l'Union européenne. Ils ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne à cette date. Ainsi, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers consolidés semestriels dits résumés ou condensés.

Les états financiers consolidés intermédiaires tiennent compte des normes, interprétations et amendements publiés, d'application obligatoire dans l'Union européenne à compter du 1^{er} janvier 2012 :

- Amendements à IFRS 7 – Informations à fournir sur les transferts d'actifs.

Ces normes n'ont pas d'impact dans les comptes consolidés semestriels du Groupe.

2.2. UTILISATION D'ESTIMATION

La préparation des états financiers nécessite de la part de la Direction, l'exercice du jugement, l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un impact sur les montants d'actifs et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période.

Les estimations significatives réalisées par le groupe Foncière Atland pour l'établissement des comptes consolidés semestriels portent principalement sur :

- la juste valeur des immeubles ainsi que sur les règles et méthodes comptables relatives aux immeubles de placement notamment les durées d'utilité et les dépréciations,
- la reconnaissance de la marge à l'avancement pour les opérations de construction
- l'évaluation de la valeur de marché des stocks,
- la juste valeur des instruments financiers,
- l'évaluation des provisions.

Ces informations et hypothèses sont établies de manière constante sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes et en fonction de l'expérience passée ou divers autres facteurs jugés raisonnables. Les résultats réels peuvent différer sensiblement de ces estimations en fonction de l'évolution différente des hypothèses et des conditions de réalisation.

2.3. METHODES ET REGLES D'EVALUATION

Les méthodes comptables et principes d'évaluation appliqués pour l'établissement des états financiers consolidés intermédiaires au 30 juin 2012 sont identiques à ceux mis en œuvre dans les états financiers annuels au 31 décembre 2011.

NOTE III – PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Sociétés présentes dans le périmètre au 30 juin 2012

	Siège	Pays	N° Siren	% Intérêt	Méthode
1. Société consolidante					
SA FONCIERE ATLAND	PARIS	France	598 500 775	-	IG
2. Filiales consolidées					
SARL FONCIERE ATLAND REIM	PARIS	France	437 664 386	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND KEOLAND	PARIS	France	494 815 269	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND VILLEJUIF STALINGRAD	PARIS	France	492 942 321	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND RETAIL	PARIS	France	493 252 597	100,00	IG
SCI LE GRAND CHEMIN	TOULOUSE	France	408 401 909	100,00	IG
SCI LUAN GRAMONT	TOULOUSE	France	400 474 953	100,00	IG
SCI MP LOG	TOULOUSE	France	490 462 439	100,00	IG
SCI NEGOCAR	LABEGE	France	440 166 411	100,00	IG
SCI 10 RUE DE LA DECOUVERTE	TOULOUSE	France	482 003 316	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND VEOLAND	PARIS	France	509 491 833	100,00	IG
SNC FONCIERE ATLAND VALORISATION	PARIS	France	501 953 699	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND CORMEILLES EN PARISIS	PARIS	France	512 057 035	100,00	IG
SCI FONCIERE ATLAND VEOLAND VULAINES	PARIS	France	518 909 189	5,00	MEE
SCI VEOLAND CARRIERES	PARIS	France	519 070 635	5,00	MEE
SCI VEOLAND VERNEUIL	PARIS	France	522 504 323	5,00	MEE
SCI VEOLAND LIMEIL	PARIS	France	523 256 527	5,00	MEE
SCI CORMEILLES URBAN VALLEY	PARIS	France	524 334 299	5,00	MEE
SCI SYNERLAND	PARIS	France	528 594 328	20,00	MEE
SCI VEOLAND NIMES	PARIS	France	528 695 695	5,00	MEE
SCI VEOLAND BRIVE	PARIS	France	528 884 034	5,00	MEE
SCI VEOLAND METZ	PARIS	France	528 847 064	5,00	MEE
SCI VEOLAND MONTESSON	PARIS	France	528 813 843	5,00	MEE
SCI VEOLAND ANGOULEME	PARIS	France	529 287 419	100,00	IG
SCI VEOLAND AUBAGNE	PARIS	France	529 616 013	100,00	IG
SCCV FONC.ATLAND CORMEILLES EN PARISIS III	PARIS	France	533 384 798	100,00	IG
SAS FONCIERE ATLAND SALE AND LEASE BACK	PARIS	France	537 440 513	100,00	IG
OPTILAND ANTWERP NV	BRUXELLES	Belgique	831 385 119	5,00	MEE
OPTILAND HASSELT NV	BRUXELLES	Belgique	831 385 416	5,00	MEE
OPTILAND HERENTALS NV	BRUXELLES	Belgique	831 385 713	5,00	MEE
OPTILAND HOLD NV	BRUXELLES	Belgique	831 381 654	5,00	MEE

IG : Intégration Globale

MEE : Mise en Equivalence

NOTE IV – COMPARABILITE DES COMPTES

4.1. VARIATION DE PERIMETRE

Le périmètre de consolidation est identique à celui du 31 décembre 2011.

4.2. CHANGEMENTS COMPTABLES

Voir note 2.1.

NOTE V – INFORMATIONS SECTORIELLES ET DONNEES CHIFFREES

Un secteur est une composante distincte du groupe qui est engagée dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres secteurs.

L'information sectorielle est présentée selon les activités et les zones géographiques du groupe et déterminée en fonction de son organisation et de la structure de son reporting interne.

- **Par activité**

Le groupe retient la présentation par secteur d'activité en ligne avec le pilotage des trois activités du groupe : investissement, construction et gestion pour le compte de tiers.

1. Le pôle « investissement » dédié aux activités d'externalisation d'actifs et d'acquisition d'actifs dits d'opportunité. Il est composé principalement des entités suivantes : Foncière Atland, Foncière Atland Villejuif, Foncière Atland Keoland, MP Log, Negocar, Luan Gramont, Le Grand Chemin, Foncière Atland Veoland et Rue de la Découverte.
2. Le pôle « construction » dédié aux activités de développement de parcs d'activités ou logistiques et de réalisation de programmes clés en mains. Il est composé principalement de Foncière Atland Valorisation, Foncière Atland Cormeilles en Parisis et Foncière Atland Cormeilles III.
3. Le pôle « asset management » dédié à l'activité d'asset management et au montage d'opérations. Il est composé de Foncière Atland Reim qui gère les actifs du groupe.

- **Par zone géographique**

Les segments géographiques ont été déterminés selon la définition de la région donnée par le groupe. Sont considérées comme des régions selon des critères spécifiques opérationnels et stratégiques :

- Paris,
- Ile De France (hors Paris),
- Province.

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Décomposition par pôle des actifs et passifs

01/01/2012 – 30/06/2012 (en K euros)	INVESTISSEMENT				ASSET MANAGEMENT			
	IDF	PARIS	PROVINCE	TOTAL	IDF	PARIS	PROV.	TOTAL
Actifs sectoriels	16 501	341	81 715	98 557	0	243	0	243
Impôts différés actifs	0	0	0	0	0	- 36	0	- 36
Créances d'impôts	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL ACTIF	16 501	341	81 715	98 557	0	207	0	207
Passifs sectoriels	11 875	1 292	71 511	84 678	0	389	0	389
Capitaux propres consolidés	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts différés passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes d'impôts	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIF	11 875	1 292	71 511	84 678	0	389	0	389

Besoin en Fonds de Roulement	- 303	- 1 000	- 298	- 1 601	0	- 148	0	- 148
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	186	0	6 041	6 227	0	0	0	0

01/01/2012 – 30/06/2012 (en K euros)	CONSTRUCTION				Non Sectorisé (*)	Total au 30/06/2012
	IDF	PARIS	PROVINCE	TOTAL		
Actifs sectoriels	6 675	229	3 226	10 130	1 318	110 248
Impôts différés actifs	0	162	2	164	0	128
Créances d'impôts	0	17	0	17	0	17
TOTAL ACTIF	6 675	408	3 228	10 311	1 318	110 393
Passifs sectoriels	3 529	645	217	4 391	0	89 458
Capitaux propres consolidés	0	0	0	0	20 868	20 868
Impôts différés passifs	67	0	0	67	0	67
Dettes d'impôts	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIF	3 596	645	217	4 458	20 868	110 393

Besoin en Fonds de Roulement	2 739	- 452	3 008	5 295	0	3 546
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	0	0	0	0	0	6 227

(*) Les éléments de l'actif non sectorisé concernent essentiellement la trésorerie qui n'a pu être précisément affectée aux activités.

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

01/01/2011 – 30/06/2011 (en K euros)	INVESTISSEMENT				ASSET MANAGEMENT			
	IDF	PARIS	PROVINCE	TOTAL	IDF	PARIS	PROV.	TOTAL
Actifs sectoriels	17 074	179	84 995	102 248	0	72	0	72
Impôts différés actifs	0	0	0	0	0	9	0	9
Créances d'impôts	0	0	0	0	0	4	0	4
TOTAL ACTIF	17 074	179	84 995	102 248	0	85	0	85
Passifs sectoriels	12 582	998	73 986	87 566	0	136	0	136
Capitaux propres consolidés	0	0	0	0	0	0	0	0
Impôts différés passifs	0	0	0	0	0	0	0	0
Dettes d'impôts	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIF	12 582	998	73 986	87 566	0	136	0	136

Besoin en Fonds de Roulement	- 19	- 646	- 423	- 1 089	0	- 74	0	- 74
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	186	0	4 572	4 758	0	0	0	0

01/01/2011 – 30/06/2011 (en K euros)	CONSTRUCTION				Non Sectorisé (*)	Total au 30/06/2011
	IDF	PARIS	PROVINCE	TOTAL		
Actifs sectoriels	2 563	136	3 258	5 957	879	109 155
Impôts différés actifs	0	289	-2	287	0	296
Créances d'impôts	0	4	0	4	0	8
TOTAL ACTIF	2 563	430	3 256	6 248	879	109 460
Passifs sectoriels	298	672	144	1 115	0	88 817
Capitaux propres consolidés	0	0	0	0	20 643	20 643
Impôts différés passifs	0	0	0	0	0	0
Dettes d'impôts	0	0	0	0	0	0
TOTAL PASSIF	298	672	144	1 115	20 643	109 460

Besoin en Fonds de Roulement	2 262	- 432	3 113	4 943	0	3 780
Coûts encourus pour l'acquisition d'actif	0	0	0	0	0	4 758

(*) Les éléments de l'actif non sectorisé concernent essentiellement la trésorerie qui n'a pu être précisément affectée aux activités.

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Résultats par pôles

01/01/2012 – 30/06/2012 (en K euros)	INVESTISSEMENT				ASSET MANAGEMENT			
	PARIS	IDF	PROV.	TOTAL	PARIS	IDF	PROV.	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	0	525	3 628	4 153	539	0	0	539
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles	0	0	0	0	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	0	525	3 628	4 153	539	0	0	539
Amortissements incorporels et corporels	- 2	- 157	- 1 111	- 1 270	- 3	0	0	- 3
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	-294	- 132	- 197	- 623	- 417	0	0	- 417
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 9	0	0	- 9	- 23	0	0	- 23
Résultat opérationnel	- 305	236	2 320	2 251	96	0	0	96
Résultat des cessions	0	- 5	121	116	0	0	0	0
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	2	- 342	- 1 533	- 1 873	- 1	0	0	- 1
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	0	- 20	- 672	- 692	0	0	0	0
Résultat financier	2	- 362	- 2 205	- 2 565	- 1	0	0	- 1
Résultat des activités courantes	- 303	- 131	236	- 198	95	0	0	95
Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	- 36	0	0	- 36
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	0	54	13	67	0	0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 303	- 77	249	- 131	59	0	0	59
Dont Résultat net – part du groupe	- 303	- 77	249	- 131	59	0	0	59
Dont Résultat net – part des participations de donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0

01/01/2012 – 30/06/2012 (en K euros)	CONSTRUCTION				TOTAL au 30/06/2012
	PARIS	IDF	PROVINCE	TOTAL	
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	200	3 334	0	3 534	8 226
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles	0	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	200	3 334	0	3 534	8 226
Amortissements incorporels et corporels	- 3	0	0	- 3	- 1 276
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	- 329	- 2 761	- 12	- 3 102	- 4 142
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 19	0	0	- 19	- 51
Résultat opérationnel	- 151	573	- 12	410	2 757
Résultat des cessions	0	0	0	0	116
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	2	0	0	2	- 1 872
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	0	0	0	0	- 692
Résultat financier	2	0	0	2	- 2 564
Résultat des activités courantes	- 149	573	- 12	412	309
Impôt sur les bénéfices	56	- 220	5	- 159	- 195
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	67
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 93	353	- 7	253	182
Dont Résultat net – part du groupe	- 93	353	- 7	253	182
Dont Résultat net – part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

01/01/2011 – 30/06/2011 (en K euros)	INVESTISSEMENT				ASSET MANAGEMENT			
	PARIS	IDF	PROV.	TOTAL	PARIS	IDF	PROV.	TOTAL
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	176	533	3 792	4 501	139	0	0	139
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles								
Amortissements incorporels et corporels	- 4	- 174	- 964	- 1 141	- 1	0	0	- 1
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	- 471	- 133	- 419	- 1 023	- 130	0	0	- 130
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 17	0	309	291	0	0	0	0
Résultat opérationnel	- 316	226	2 718	2 629	8	0	0	8
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	- 12	- 543	- 1 515	- 2 070	- 1	0	0	- 1
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	- 5	- 10	- 72	- 87	0	0	0	0
Résultat financier	- 17	- 553	- 1 587	- 2 158	- 1	0	0	- 1
Résultat des activités courantes	- 333	- 326	1 255	597	7	0	0	7
Impôt sur les bénéfices	0	0	0	0	- 2	0	0	- 2
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	0	- 9	2	- 7	0	0	0	0
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 333	- 335	1 258	590	4	0	0	4
Dont Résultat net – part du groupe	- 333	- 335	1 258	590	4	0	0	4
Dont Résultat net – part des participations de donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0	0	0	0

01/01/2011 – 30/06/2011 (en K euros)	CONSTRUCTION				TOTAL au 30/06/2011
	PARIS	IDF	PROVINCE	TOTAL	
Chiffre d'affaires réalisé avec des tiers	0	0	0	0	4 640
Chiffre d'affaires réalisé avec d'autres pôles	0	0	0	0	0
Chiffre d'affaires	0	0	0	0	4 640
Amortissements incorporels et corporels	- 2	0	- 30	- 32	- 1 174
Produits et charges opérationnels avec contrepartie de trésorerie	- 303	- 10	- 11	- 324	- 1 477
Produits et charges opérationnels sans contrepartie de trésorerie	- 11	0	0	- 11	281
Résultat opérationnel	- 316	- 10	- 41	- 367	2 269
Produits et charges financiers avec contrepartie de trésorerie	- 8	0	4	- 4	- 2 075
Autres produits et charges financiers sans contrepartie de trésorerie	- 3	0	0	- 3	- 90
Résultat financier	- 11	0	4	- 7	- 2 165
Résultat des activités courantes	- 327	- 10	- 36	- 374	230
Impôt sur les bénéfices	114	0	- 2	112	110
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence	0	0	0	0	- 7
Résultat net de l'ensemble consolidé	- 213	- 10	- 38	- 261	333
Dont Résultat net – part du groupe	- 213	- 10	- 38	- 261	333
Dont Résultat net – part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	0	0	0

NOTE VI – PRÉCISIONS SUR CERTAINS POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ

6.1. IMMEUBLES DE PLACEMENT

(en K euros)	Brut 30/06/12	Dépréciations et amortissements	Solde au 30/06/12	Solde au 31/12/11
Terrains	36 535	- 333	36 202	36 954
Constructions	66 877	- 11 501	55 376	58 484
Immeubles de placement	103 412	- 11 834	91 578	95 438

Variations (en K euros) 01/01/2012-30/06/2012	Valeurs Brutes	Amortissements et dépréciations	Valeurs Nettes
31/12/2011	106 381	- 10 943	95 438
Augmentations	0	- 1 259	- 1 259
Diminutions	- 2 969	368	- 2 601
30/06/2012	103 412	- 11 834	91 578

Les principales acquisitions et cessions d'immeubles de placement sont détaillées dans la Note 1-Présentation générale.

Au 30 juin 2012, aucun frais financier n'a été incorporé dans le coût d'entrée des immeubles de placement.

La variation des provisions pour dépréciations et amortissements inclut la dépréciation des immeubles de placement à hauteur de 811 K€ calculée sur la base des expertises hors droits au 30 juin 2012. Au 31 décembre 2011, cette provision était d'un même montant.

La juste valeur des immeubles de placement est détaillée dans le tableau suivant :

Au 30/06/2012 (En K euros)	Valeurs nettes comptables	Valeurs d'expert
Immeubles de bureaux, d'activités et centres commerciaux	91 578	101 783
TOTAL	91 578	101 783

La règle de calcul d'évaluation des immeubles de placement, identique à celle appliquée dans les comptes consolidés annuels au 31 décembre 2011, est la suivante :

- Les immeubles détenus depuis moins de six mois n'étant pas en principe soumis à une expertise immobilière, aucune provision n'est comptabilisée, sauf circonstances exceptionnelles.
Le montant de la dépréciation est déterminée en tenant compte des amortissements qui seront constatés jusqu'à la date de cession.
- Pour les immeubles dont le processus de vente est engagé (décision du Comité d'investissement et signature d'un mandat de vente), l'éventuelle moins-value latente est intégralement provisionnée.

Le patrimoine sous gestion (en propre et en club-deals) est expertisé deux fois par an au 30 juin et 31 décembre et chaque actif est visité en moyenne une fois tous les trois ans ou systématiquement dans le cas de la réalisation de travaux significatifs. Le Groupe a confié les travaux de valorisation à DTZ EUREXI, société d'évaluation d'actifs immobiliers, indépendante. Le principe général repose sur l'utilisation de deux méthodes : la capitalisation des revenus qui consiste à appliquer un taux de rendement à un revenu et la méthode des flux de trésorerie actualisés qui consiste à supposer la valeur du bien égale à

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

la somme actualisée des flux attendus y compris la revente du bien au bout de 10 ans.

Les hypothèses suivantes, commune à toutes les expertises, ont été retenues :

- Taux d'indexation annuel des loyers et des charges de 2,5 % par an ;
- Droits de mutation à la sortie de 6,20 %, ou frais de revente de 1,80 % pour les immeubles en TVA ;
- Taux de capitalisation compris entre 6 % et 9 % fonction des actifs et de leurs caractéristiques.

Au 31 décembre 2011 la situation était la suivante :

Au 31/12/2011 (En K euros)	Valeurs nettes comptables	Valeurs d'expert
Immeubles de bureaux, d'activités et centres commerciaux	95 438	103 214
TOTAL	95 438	103 214

6.2. ACTIFS FINANCIERS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Décomposition (En K euros)	Valeurs Brutes 30/06/12	Dépréciations 30/06/12	Valeurs Nettes 30/06/12	Valeurs Nettes 31/12/11
Titres de participation non consolidés	1 230	-	1 230	1 230
Autres créances immobilisées	1 211	-	1 211	1 192
Autres titres immobilisés	7	-	7	7
Instruments de trésorerie	0	-	0	0
Autres immobilisations financières	56	-	56	115
TOTAL AUTRES ACTIFS FINANCIERS	2 504	-	2 504	2 544

- **Instruments de trésorerie**

Au 30 juin 2012, le groupe utilise des instruments financiers de couverture de taux pour se prémunir contre les fluctuations des taux d'intérêts. Ces contrats ont fait l'objet d'une évaluation externe et leur juste valeur a ainsi donné lieu à la comptabilisation d'un passif de 3 351 K€.

6.3. PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

Décomposition (en K euros)	Valeurs Brutes 30/06/12	Dépréciations 30/06/12	Valeurs Nettes 30/06/12	Valeurs Nettes 31/12/11
Participation dans les entreprises associées	440	0	440	200
TOTAL PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES	440	0	440	200

Variations (en K euros)	30/06/12	31/12/11
Valeur des titres au début de l'exercice	200	135
Part du groupe dans les résultats de l'exercice	67	70
Dividendes distribués	0	0
Autres	173	-5
Valeur des titres en fin d'exercice	440	200

6.4. IMPOTS DIFFERES

L'analyse des impôts différés actifs au 30 juin 2012 est la suivante :

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

(En K euros)	30/06/12	31/12/11
Impôts différés actifs liés à des reports déficitaires	116	128
Différences temporaires	18	18
Autres différences	- 6	0
TOTAL IMPOTS DIFFERES ACTIFS	128	146

Variations (en K euros) du 01/01/2011 au 31/12/2011	
31/12/2010	186
Augmentations	2
Diminutions	- 42
31/12/2011	146

Variations (en K euros) du 01/01/2012 au 30/06/2012	
31/12/2011	146
Augmentations	0
Diminutions	- 18
30/06/2012	128

Le groupe a comptabilisé un impôt différé actif en raison des économies d'impôts qu'il s'attend à obtenir à une échéance proche et fiable sur son secteur taxable.

6.5. STOCKS ET EN-COURS

Décomposition (en K euros)	Valeurs Brutes 30/06/12	Dépréciations 30/06/12	Valeurs Nettes 30/06/12	Valeurs Brutes 31/12/11	Dépréciations 31/12/11	Valeurs Nettes 31/12/11
Stocks et travaux en cours	5 879	- 151	5 728	5 576	- 151	5 425
TOTAL STOCKS ET TRAVAUX EN COURS	5 879	- 151	5 728	5 576	- 151	5 425

Variations (en K euros) du 01/01/2011 au 31/12/2011	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
31/12/2010	5 288	0	5 288
Augmentations	416	- 151	265
Diminutions	- 128	0	- 128
31/12/2011	5 576	- 151	5 425

Variations (en K euros) du 01/01/2012 au 30/06/2012	Valeurs Brutes	Dépréciations	Valeurs Nettes
31/12/2011	5 576	- 151	5 425
Augmentations	1 043	0	1 043
Diminutions	- 740	0	- 740
30/06/2012	5 879	- 151	5 728

Au 30 juin 2012, 4 K€ de frais financiers ont été incorporés dans le coût de revient des stocks. Au 31 décembre 2011, ils s'élevaient à 4 K€.

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

6.6. CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS

Décomposition (En K euros)	Valeurs Brutes 30/06/12	Dépréciation 30/06/12	Valeurs Nettes 30/06/12	Valeurs Brutes 31/12/11	Dépréciation 31/12/11	Valeurs Nettes 31/12/11
Créances clients	6 474	- 178	6 296	3 498	- 178	3 320
TOTAL CREANCES CLIENTS	6 474	- 178	6 296	3 498	- 178	3 320
Avances et acomptes versés	271	0	271	252	0	252
Créances fiscales	724	0	724	849	0	849
Actifs d'impôt exigible	17	0	17	0	0	0
Comptes courants débiteurs	29	0	29	0	0	0
Créances sur cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0
Débiteurs divers	144	0	144	197	0	197
Charges constatées d'avance	343	0	343	21	0	21
TOTAL AUTRES DEBITEURS	1 528	0	1 528	1 319	0	1 319
TOTAL ACTIFS COURANTS	8 002	- 178	7 824	4 817	- 178	4 639

A l'exception de la créance douteuse issue de l'exploitation de l'immeuble de bureaux de Villejuif et qui avait été comptabilisée au 31 décembre 2009, la société n'a connu aucun défaut de paiement à fin juin 2012. Hormis cette créance douteuse, l'ensemble des actifs courants est à moins d'un an.

6.7. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

(En K euros)	30/06/12	31/12/11
Valeurs mobilières de placement	430	0
Trésorerie	1 635	2 561
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE au bilan	2 065	2 561
Décauvrets bancaires	- 4	- 6
TOTAL TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE au sens du tableau de flux	2 061	2 555

6.8. CAPITAUX PROPRES

- Evolution du capital***

(en euro)	Nombre d'actions	Nominal	Total
31/12/2010	293 501	55	16 142 555
Emissions actions gratuites (échéance du plan signé le 18/03/2009)	450	55	24 750
31/12/2011	293 951	55	16 167 305
Emission d'actions (échéance du plan ORA signé le 07/12/2007)	173 279	55	9 530 345
Emission d'actions gratuites (échéance du plan signé le 18/03/2009)	310	55	17 050
Emission d'actions (échéance du plan signé le 09/03/2010)	960	55	52 800
30/06/2012	468 500	55	25 767 500

- Actions propres***

L'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2011 a renouvelé le programme de rachat d'actions adopté lors de l'Assemblée Générale Mixte du 19 mai 2010 et a autorisé le Conseil d'Administration à acheter un nombre maximal d'actions représentant jusqu'à 5 % du nombre des actions composant le capital de la

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

société afin d'alimenter le contrat de liquidité signé le 9 janvier 2007 avec le CM-CIC Securities.

Sous l'empire de la délégation actuelle et précédente, le Conseil d'Administration a utilisé ce droit. Ainsi au 30 juin 2012, le nombre d'actions auto-détenu est de 4 118. Le bilan de liquidité signé avec le CM-CIC Securities présente, à fin juin 2012, un montant engagé de 260 000 €.

- **Dilution**

La société a émis sept plans d'actions gratuites dont 2 sont encore en cours selon le détail suivant :

Plan	Nombre d'actions attribuées	Date d'attribution des actions	Date d'acquisition prévisionnelle des actions	Attribuée définitivement	Attribution perdue	Plan en cours	Conditionnées	Non conditionnées
1	370	06/09/2006	06/09/2008	370				
2	1 107	12/12/2007	12/12/2009	455	652			
3	1 850	18/03/2009	18/03/2011	450	1 400			
4	310	10/11/2009	10/11/2011	310				
5	5 260	09/03/2010	16/05/2012	960	4 300			
6	5 040	04/03/2011	04/03/2013			5 040	3 650	1 390
7	6 050	05/03/2012	05/03/2014			6 050	4 150	1 900
TOTAL	19 987			2 545	6 352	11 090	7 800	3 290

Pour le cinquième plan, le Conseil d'administration du 16 mai 2012 a arrêté définitivement le nombre d'actions gratuites à attribuer.

Pour le sixième plan, l'acquisition des actions au 4 mars 2013 est conditionnée à la présence des salariés à cette date. Par ailleurs, pour une partie (3 650 actions), cette acquisition est également conditionnée à l'atteinte d'un résultat net consolidé cumulé de 5 M€ pour 2011 et 2012.

Pour le septième plan, l'acquisition des actions au 5 mars 2014 est conditionnée à la présence des salariés à cette date. Par ailleurs, pour une partie (4 150 actions), cette acquisition est également conditionnée à la capacité pour la société de distribuer des dividendes sur l'exercice clos au 31 décembre 2013.

Les attributions perdues sont liées soit au départ des salariés avant le terme du plan, soit au non-respect des objectifs dans le cadre des actions conditionnées.

- **Résultat par action**

(en euro)	30/06/12 (6 mois)	30/06/11 (6 mois)
Résultat part du groupe	181 878	332 737
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	462 774	463 744
Résultat de base par action	0,39 €	0,72 €
Résultat part du groupe utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	181 878	332 737
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat dilué par action	467 100	464 431
Résultat dilué par action	0,39 €	0,72 €

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

6.9. PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS

Décomposition (En K euros)	30/06/12	31/12/11
Emprunts auprès des établissements de crédit	66 361	70 268
Emprunts - Crédit-bail	5 249	5 374
Juste valeur des instruments dérivés	2 644	2 719
Dettes financières diverses - Dépôts de garanties	441	590
TOTAL PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS	74 695	78 951
Emprunts obligataires	0	0
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 102	2 968
Emprunts - Crédit-bail	238	222
Dettes financières diverses - Dépôts de garanties	335	37
Juste valeur des instruments dérivés	707	398
Concours bancaires courants	4	5
Intérêts courus non échus	226	316
TOTAL PASSIFS FINANCIERS COURANTS	4 612	3 946
TOTAL PASSIFS FINANCIERS COURANTS ET NON COURANTS	79 307	82 897

Echéancier (En K euros)	Moins d'un an	2 ans	3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	3 102	8 205	15 552	42 604
Emprunts - Crédit-bail	238	275	1 070	3 904
Juste valeur des instruments dérivés	707	527	0	2 117
Dettes financières diverses - Dépôts de garanties	335	0	218	223
TOTAL	4 382	9 007	16 840	48 848

(Variations en K euros)	Emprunts auprès des établissements de crédit	Emprunts – Crédit-bail
Solde au 31.12.2011	73 237	5 596
Augmentations	36	-
Remboursements	-3 810	- 109
Solde au 30.06.2012	69 463	5 487

Au 30 juin 2012, l'encours total des dettes bancaires hors intérêts courus non échus est de 74 950 K€. Les prêts bancaires consentis contiennent pour certains les clauses d'exigibilité anticipée ainsi que des clauses de covenant couramment pratiquées (notamment exigence du maintien d'une LTV - « Loan to value » - comprise entre 85 % et 95 % ainsi que d'un ICR - « Interest Cover Ratio » - supérieur à 120 %).

La société communique, de manière semestrielle, à la demande des organismes de crédits, l'évolution de ces ratios. Au 30 juin 2012, le groupe remplit l'ensemble de ses obligations contractuelles relatives à ces clauses d'exigibilité anticipée. Il est à noter qu'une opération portant sur un capital restant dû de 4 533 K€, affiche un LTV supérieur à celui contractuellement défini sans déclencher une mise de fonds propres complémentaires du fait du respect du ratio ICR.

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

6.10. DETTES FOURNISSEURS ET AUTRES DETTES

Décomposition (En K euros)	30/06/12	31/12/11
Fournisseurs	3 530	2 140
Fournisseurs d'immobilisations	161	159
Dettes fournisseurs	3 691	2 299
Provisions courantes	30	31
Dettes sociales et fiscales	2 811	1 736
Dettes d'impôts	0	239
Charges appelées d'avance	1 041	1 092
Comptes courants créditeurs	202	0
Dettes diverses	143	143
Produits constatés d'avance (loyers perçus d'avance)	2 230	2 226
Autres crébiteurs	6 457	5 467
TOTAL des autres PASSIFS COURANTS	10 148	7 766

6.11. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

(En K euros)	30/06/12	31/12/11
Actifs courants	13 535	10 064
Stocks et en cours	5 728	5 425
Créances clients et autres débiteurs (hors actifs d'impôt exigible)	7 807	4 639
Passifs courants	9 987	7 368
Fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations) et autres dettes	3 530	2 140
Autres créditeurs (provisions courantes comprises)	6 457	5 228
TOTAL BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	3 548	2 696

	30/06/12	31/12/11
Total besoin en fonds de roulement à l'ouverture	2 696	3 159
Variation du besoin en fonds de roulement du tableau des flux de trésorerie	847	- 474
Autres	5	11
Total besoin en fonds de roulement à la clôture	3 548	2 696

NOTE VII – INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

7.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires par nature de flux se décompose comme suit :

(en K euros)	30/06/12 (6 mois)	30/06/11 (6 mois)
Investissement	4 153	4 380
Construction	3 534	0
Asset management	539	260
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	8 226	4 640

7.2. RESULTAT FINANCIER

(en K euros)	30/06/12 (6 mois)	30/06/11 (6 mois)
Produits financiers	24	29
Intérêts financiers	- 2 131	- 2 377
Juste valeur des valeurs mobilières de placement	0	- 8
Coût de l'endettement financier net	- 2 107	- 2 356
Juste valeur des contrats swaps	- 457	191
Autres	0	0
Autres produits et charges financiers	- 457	191
RESULTAT FINANCIER	- 2 564	- 2 165

7.3. RESULTAT DE CESSION NET D'ACTIFS NON COURANTS

(en K euros)	30/06/12	30/06/11
Produits de cession d'immeubles de placement	2 830	6 984
Frais de cession et indemnité de remboursement anticipé sur emprunt	- 99	- 346
Produits de cession d'immeubles de placement (valeur nette)	2 731	6 638
Valeur nette comptable des immeubles de placement cédés	- 2 615	- 6 512
RESULTAT DE CESSION NET D'ACTIFS NON COURANTS	116	126

7.4. IMPOTS SUR LES BENEFICES

(en milliers d'euros)	30/06/12 (6 mois)	30/06/11 (6 mois)
Impôts courants	-110	0
Impôts différés	-85	110
Impôts sur les bénéfices	-195	110

En raison de son option pour le régime SIIC en date du 1^{er} avril 2007, Foncière Atland n'est plus soumise aux dispositions de droit commun pour le secteur exonéré relatif à son activité de foncière.

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Le produit d'impôt porte sur les déficits et retraitements spécifiques générés par le secteur taxable de Foncière Atland correspondant à son activité de construction au travers de ses filiales Foncière Atland Reim, Foncière Atland Cormeilles et Foncière Atland Valorisation.

Le taux effectif d'impôt qui ressort du compte de résultat consolidé diffère du taux normal d'impôt en vigueur en France. L'analyse des origines de cet écart est présentée ci-dessous :

(en K euros)	30/06/12	30/06/11
Résultat net – Part du Groupe	182	333
Résultat des sociétés mises en équivalence	-67	7
Résultat net – Part des minoritaires	0	0
Impôts sur les bénéfices	195	- 110
Résultat des activités courantes avant impôts	310	230
Taux constaté	62,90%	- 47,92%
Taux d'imposition réel	33,33%	33,33%
Charge d'impôt théorique	103	77
Produit d'impôt théorique	0	0
Différence entre l'impôt théorique et les impôts sur le résultat	- 92	187
Cet écart s'explique comme suit :		
Effet net des impôts différés non constatés en social	0	0
Incidence des reports déficitaires créés sur l'exercice non activés	0	0
Effet du sous palier soumis au régime SIIC – Résultat exonéré	- 92	187
Incidence des reports déficitaires activés repris en résultat	0	0
Incidence des reports déficitaires antérieurs non activés et repris en résultat	0	0
Ecart net	- 92	187
	0	0

VIII – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

8.1. ENGAGEMENTS HORS BILAN

8.1.1. Engagements auprès des organismes prêteurs

- Délégation de loyers portant sur 58 622 K€ d'encours,
- Inscription en priviléges de prêteur de deniers portant sur 26 775 K€ d'encours,
- Hypothèque ou promesse d'affectation hypothécaire portant sur 51 473 K€ d'encours,
- Nantissement de parts sociales portant sur 32 248 K€ d'encours,
- Indemnité de remboursement anticipé portant sur 33 107 K€ d'encours,
- Engagement de non cession de parts portant sur 7 823 K€ d'encours,
- Caution solidaire portant sur 321 K€ d'encours.

8.1.2. Description générale des principales dispositions des contrats de locations

L'ensemble du patrimoine du Groupe est localisé en France et se trouve donc régi par le droit français.

La moyenne des durées résiduelles des baux au 30 juin 2012 est de 4,3 années.

Le loyer est habituellement perçu trimestriellement à échoir et est indexé annuellement et en totalité sur l'indice INSEE du coût de la construction.

Revenus minima garantis dans le cadre des contrats de locations simples signés au 30 juin 2012

Les loyers futurs minimaux à recevoir jusqu'à la prochaine date de résiliation possible au titre des contrats de location simple se répartissent ainsi :

(en K€)	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	Total
Loyers minima garantis	7 596	21 977	5 724	35 297

Au 31 décembre 2011, la situation était la suivante :

(en K€)	à moins d'1 an	de 1 à 5 ans	à plus de 5 ans	Total
Loyers minima garantis	8 197	24 393	7 192	39 782

8.1.3. Etat des engagements d'acquisition ou cession signés

Date de promesse	Nature de l'opération	Ville	Typologie	Coût d'achat prévisionnel (K€)
12/2010	Construction	Bondoufle (91)	Terrain à bâtir (1)	1 302
05/2012	Construction	Cormeilles en Parisis (95)	Bâtiment d'activité (2)	2 432
TOTAL				3 34

(1) Engagement donné : acquisition d'un terrain à Bondoufle – promesse signée

(2) Engagement reçu : engagement ferme d'acquisition en date du 10 mai 2012 par la SCI Cormeilles Urban Valley du bâtiment en cours de construction et qui sera loué à la société Bâtimantes avec la SCI Foncière Atland Cormeilles en Parisis

Par ailleurs, un accord de partenariat d'une durée de 5 ans avec la société VEOLIA a été signé le 30 décembre 2008 prévoyant l'acquisition de plusieurs sites et l'engagement de location à la société VEOLIA par la signature de baux fermes de 12 ans pour les actifs existants et à construire.

8.1.4. Engagements de détention

Les immeubles acquis et / ou apportés peuvent être placés sous le régime fiscal de l'article 210 E du CGI. Ceux-ci font l'objet d'un engagement de conservation pendant 5 ans à compter de leur acquisition et / ou apport. Les actifs du groupe concernés par ce régime fiscal sont détaillés ci-après :

Opérations	Villes	Date d'acquisition
KEOLIS	Bruay	31/07/2007
	Saint Malo – Nantes – Loches – Rochefort – Dax – Dijon – Metz – Tremblay - Narbonne	14/12/2007
	La Ciotat	10/01/2008
	Ibos	24/06/2008
	Brionne	07/11/2008
	Bouxières	01/04/2009
Mesplé	Toulouse	21/03/2008
VEOLIA TRANSPORT	Le Mans – Alençon – Châtellerault – Epinal – Vernon – Noyon - Abbeville	30/12/2008

8.1.5. Engagements donnés

Dans le cadre de la cession de l'immeuble de Brest fin 2009 et d'une garantie de passif accordée par Foncière Atland, cette dernière s'est engagée vis-à-vis de l'acquéreur à prendre en charge un montant maximum de 22 K€ de travaux que ce dernier pourrait supporter pour une éventuelle remise en état du bien pour une durée indéterminée à compter de la vente.

8.1.6. Engagements obtenus

- La signature de l'accord de partenariat avec VEOLIA en date du 30 décembre 2008 s'est accompagnée de l'obtention d'une caution donnée par VEOLIA pour le compte de ses filiales au bénéfice du groupe Foncière Atland. Par ces actes, VEOLIA garantit le montant des loyers TTC dus jusqu'à la date d'expiration du bail. Le montant ainsi cautionné s'élève à 9 690 K€.
- L'accord de partenariat signé avec KEOLIS, d'une durée de 5 ans, s'est accompagné de l'obtention :
 - d'un cautionnement de loyers pour un montant total de 2 790 K€,
 - d'une caution bancaire pour un montant total de 671 K€.
- La signature de contrats de baux avec les actuels locataires des immeubles de bureaux à Labège et d'activités à Amiens Glisy, s'est accompagnée de l'obtention d'une caution bancaire de 221 K€.
- Dans le cadre de ses opérations de co-investissement avec son partenaire étranger, Foncière Atland a signé un pacte d'associés en date du 8 juin 2010. Le groupe bénéficie de la possibilité d'acquérir auprès de son partenaire 15% des parts sociales desdites SCI.
- Au titre de son activité de gestion pour le compte de tiers, Foncière Atland REIM a obtenue de la Caisse de Garantie de l'Immobilier une garantie financière de 3M€.
- Au titre de son activité de transaction, Foncière Atland REIM a obtenue de la Caisse de Garantie de l'Immobilier une garantie financière de 120 K€.

8.2. PASSIFS EVENTUELS

Foncière Atland a reçu une assignation devant le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux au motif d'une rupture abusive d'un protocole de vente. Ayant été condamné en première instance, sans exécution provisoire de la décision, Foncière Atland et ses conseils juridiques ont interjeté appel auprès de la cour d'appel de Bordeaux. N'étant pas en mesure de se prononcer sur un chiffrage éventuel, cette dernière a décidé la nomination d'un expert indépendant.

A ce jour et au stade de la procédure, en l'absence d'éléments précis et objectifs, Foncière Atland et ses conseils ne sont pas en mesure de chiffrer un éventuel préjudice et, de ce fait, de justifier la comptabilisation d'une provision au bilan du 30 juin 2012.

8.3. EVENEMENTS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2012

- **Signature d'une promesse d'acquisition d'un terrain**

Le 2 août 2012, Foncière Atland a signé une promesse de vente synallagmatique avec l'AFTRP concernant l'acquisition d'un terrain de 16 354 m² situé à Cormeilles en Parisis, boulevard Joffre – LOT 3.1 ZAC des Bois Rochefort pour y réaliser un ensemble commercial. Le montant d'acquisition du foncier s'élève à 1 780 K€ HT.

- **Signature d'une promesse de vente d'un bâtiment**

Le 1^{er} aout 2012, la SCI FONCIERE ATLAND CORMEILLES EN PARISIS a signé une promesse synallagmatique avec la SCI CORMEILLES URBAN VALLEY concernant la vente à cette dernière d'un bâtiment en cours de construction dans le parc d'activité Urban Valley de Cormeilles-en-Parisis (95) qui compte déjà 3 bâtiments livrés et loués. Ce bâtiment de 2 344 m² sera cédé moyennant un prix de 2 432 K€ HT et loué à la société Bâtimantes.

8.4 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

L'objet de la présente note est de mettre en évidence les relations qui existent entre le groupe, ses actionnaires (ou représentants) et ses dirigeants.

- Jetons de présence comptabilisés à hauteur de 10 K€ (contre 12 K€ au 30 juin 2011),
- Charge liée à la redevance de « marque » pour 10 K€ (montant identique au 30 juin 2011),
- Contrats de prestations de services administratives et de management conclus avec ATLAND S.A.S., société mère : la charge de l'exercice est de 305 K€ (contre 361 K€ au 30 juin 2011),
- Chiffre d'affaires intra groupe pour 341 K€ (contre 232 K€ au 30 juin 2011),
- Dettes fournisseurs pour 1 305 K€ (contre 702 K€ au 30 juin 2011),
- Dettes diverses intra groupe pour 135 K€ (contre 178 K€ au 30 juin 2011),
- Comptes courants créditeurs intra groupe pour 1 K€ (montant identique au 30 juin 2011),
- Produits constatés d'avance intra groupe pour 104 K€ (contre 87 K€ au 30 juin 2011),
- Crédances clients pour 46 K€, dont 10 K€ d'intragroupe (contre 106 K€ au 30 juin 2011 dont 50 K€ d'intragroupe),
- Comptes courants débiteurs intra groupe pour 29 K€ (contre 19 K€ au 30 juin 2011),
- Actifs financiers pour 2 441 K€ (contre 1 104 K€ au 30 juin 2011).

Par ailleurs, aucune rémunération et aucun avantage n'a été versé aux dirigeants sur la période.

III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Foncière Atland - Société Anonyme

Siège social : 10, avenue George V - 75008 Paris
Capital social : €.25.767.500

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2012

Période du 1er janvier 2012 au 30 juin 2012

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Foncière Atland, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2012, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 6.1 de l'annexe qui expose les modalités de prise en compte de la juste valeur des immeubles de placement.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Rapport financier semestriel au 30 juin 2012

Paris La Défense et Levallois, le 31 août 2011

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Denjean & Associés

François Plat
Associé

Clarence Vergote
Associée